

L E T T R E S

D' U N

M I L I T A I R E,

S U R L E S C H A N G E M E N S

Q U I S' A N N O N C E N T

D A N S L E S Y S T E M E P O L I T I Q U E

D E

L' E U R O P E.



A B O U I L L O N.

LE 1^{er} NOVEMBRE 1787.



LETTRE PREMIERE.

Le premier Octobre 1787.

Vous me demandez, M..., des réflexions sur les Nouvelles publiques ; les voici. Je vous écris aussi rapidement , que les Prussiens ont marché sur les terres de la Hollande.

On avoit prévu que la mort du Roi de Prusse feroit l'époque des changemens qu'on apperçoit dans la politique de l'Europe ; mais on n'avoit pas imaginé que l'explosion des projets nouveaux seroit aussi prompte.

Les deux causes principales , ou plutôt les deux prétextes des changemens dans le systéme général , ont été les troubles de la Hollande , & l'ambition de la Russie ; la cause la plus immédiate de ces changemens & de la guerre qui paroît en être une suite inévitable , est le desir du Roi de Prusse regnant de s'écarter des bases politiques que son Prédécesseur avoit si heureusement affermiées ; & son espoir , un peu trop confiant , de faire mieux que lui.

On se rappelle ce mot du feu Roi de Prusse : *Mon Neveu me recommencera* ; sans doute il le recommence , c'est-à-dire , qu'il entreprend de remettre au hasard une partie des avantages d'un regne long & glorieux , & qu'il renouvelle la rivalité mal éteinte des Maisons d'Autriche & de Brandebourg , mais avec une grande différence des temps anciens ; car la France & l'Autriche étoient ennemies autrefois , & elles sont maintenant unies.

Il est donc naturel de penser que les vues actuelles du Roi de Prusse sont hasardées ; elles le sont , sans contredit , puisqu'elles sont différentes de celles de Frédéric. Il ne faut point d'autres preuves.

Dans une guerre générale qui se déclareroit , en séparant d'un calcul général des probabilités , les efforts des Puissances alliées qui se contrebalanceroient , on verroit , sur le théâtre principal de la guerre , trois cents cinquante mille Autrichiens opposés à deux cents mille Prussiens , & de part & d'autre , des talens semblables pour commander , une discipline pareille pour obéir. Les armées de Prusse croiroient , peut-être d'abord , que le génie de Frédéric ne cesseroit pas de les conduire ; mais une seule bataille perdue détruiroit l'opinion qui les a menées à la victoire. Les lignes de Königshoff & de Jaromitz ; le camp retranché

de Konigeingratz couvrent la Bohême, la Moravie est défendue par les postes de Freudenthal & de Hoff, & la Silésie est ouverte; Shwednitz est la seule défense de cette Province que garantiffoit, plus sûrement que des ramparts, la réputation du Souverain qui l'avoit conquise.

Cet amour propre du Roi de Prusse d'être grand à sa manière, & non à celle de son Oncle, a été puissamment excité par l'extrême desir du Prince regnant de Brunswich, de montrer à l'Europe de grands talens pour la guerre. Les déférences que le Roi de Prusse lui a vouées, & le pouvoir de commander les armées les plus illustrées par des succès, ont dû séduire un Prince qui, dès sa première jeunesse, se montra ardent pour la gloire quand on le connut sous le nom du Prince héréditaire.

Si nous tenons le premier fil de la trame qui s'est ourdie, il ne sera pas difficile d'en suivre les progrès.

Dès que la détermination du cabinet de Berlin a pu se laisser appercevoir, celui de St James, toujours attentif à la politique qui regle les intérêts du continent, en a voulu profiter; &, s'il n'a pas inspiré les premières résolutions, il n'a pas craint, du moins, de répondre de leur succès.

Les Ministres anglais auront dit à ceux du Roi

de Prusse : « Voyez quel sera le fruit que notre
 » union vous procurera. Pendant cinq années
 » nous avons combattu seuls contre l'Amérique,
 » la France & l'Espagne, & le succès a resté in-
 » décis en Europe. Heureusement nous avons
 » perdu l'Amérique ; & lorsque nous ne la com-
 » battons plus, sans avoir rien cédé de la por-
 » tion de commerce, qui soumet sa fortune à la
 » nôtre, nos forces seront doublées contre la
 » France, elles agiront désormais sur un plus
 » petit nombre de points d'attaque, & elles n'au-
 » ront plus à protéger le vaste développement
 » d'un continent tout entier ; nous regnerons seuls
 » sur les mers, & nous seconderons vos projets
 » avec une armée d'Anglais, d'Hanovriens, de
 » Hessois, semblable à celle que commandoit le
 » Prince Ferdinand en -56 ; vous opposerez
 » cette armée à l'excédent des forces que l'Em-
 » pereur rassemblera contre vous, ou vous l'em-
 » ployerez contre une autre armée que la France
 » destineroit au secours de son Allié, si elle pou-
 » voit conserver, tout-à-la-fois, le pouvoir
 » d'armer des Escadres, & de soudoyer des ar-
 » mées. Ne doutez pas que la France & l'Em-
 » pereur ne se réunissent contre vous ; si l'intérêt
 » de tous les temps & de toutes les situations
 » n'annonce pas avec certitude la durée de cette
 » union, l'intérêt du moment la leur rend indis-

» pensable ; mais rassurez-vous ; vous disposez
 » du trésor des épargnes de tout un regne aussi
 » économe que guerrier , & notre crédit est iné-
 » puisable , nous le devons à l'audace de nos pro-
 » jets. Cet avantage que nous avons sur nos en-
 » nemis , nous assure une supériorité constante ,
 » & les moyens d'agir plutôt , & les moyens d'a-
 » gir plus long-temps ». Ce discours n'auroit
 peut-être pas dû paroître très-persuasif ; mais on
 doit avouer cependant , qu'en le supposant tel
 que nous l'annonçons , il aura pu faire quelque
 illusion.

La partie s'est donc liée , quoique par des in-
 térêts différens entre la Prusse & l'Angleterre ,
 entre l'une des premières Puissances du continent ,
 & celle qui veut être la première sur les Mers ;
 mais ces deux liens n'auroient pas suffi ; les deux
 nouveaux Alliés ont jugé qu'il leur étoit néces-
 saire de s'en procurer un troisième ; & l'Empire
 Ottoman , si anciennement uni à la France , n'a
 pas cru devoir se refuser à cette triple confédé-
 ration. Voici ses motifs , ou , pour parler avec
 plus d'exactitude , ceux qui lui ont été suggérés.
 Nous ferons parler encore une fois les Ministres
 Anglais.

« Vous étiez avec raison les amis de la France ,
 » quand les Français étoient les ennemis de vos
 » ennemis ; ne voyez-vous pas que votre union

» auroit dû se rompre dès le moment qu'ils sont
 » devenus les alliés des Autrichiens , dès que le
 » Traité de Versailles & de Vienne de -56 fut en
 » vigueur: ils sont doublement vos ennemis; car ils
 » sont alliés de l'Empereur, & l'Empereur est lui-
 » même allié des Russes. Les Français vous donnent
 » des Ingénieurs, des Artilleurs, des Construc-
 » teurs de navire: c'est un présent que nous pour-
 » rons vous faire comme eux; mais ils ne vous
 » ont associé qu'aux bienfaits incertains de leur
 » commerce subordonné, & nous vous offrons
 » l'appui assuré de nos forces maritimes. Les
 » Russes ne vous ont vaincu à la mer, ils n'ont
 » brûlé vos Escadres dans l'Archipel, que parce
 » que leurs vaisseaux étoient conduits & com-
 » mandés par nous. L'appui que nous vous pro-
 » posons est le même que nous donnions aux Ruf-
 » ses vos ennemis, & que nous leur retirons.
 » Nous vous procurons donc un double avantage.
 » Voulez-vous une preuve certaine que la France
 » vous abandonne; & cette preuve est indépen-
 » dante de son obligation de remplir des engage-
 » mens envers la Maison d'Autriche, cette preu-
 » ve est le dernier traité de commerce avec la
 » Russie. Ce traité est défavantageux à la France
 » puisqu'elle se soumet à une égalité, & à une ré-
 » ciprocité de commerce avec la puissance Russe
 » dans les mêmes mers du Levant, ou, de temps

» immémorial , elle a essayé de dominer sans ri-
 » valités. La France n'a pu consentir à céder une
 » portion d'un commerce assuré , qu'en vertu de
 » quelque traité secret de partage , que par l'es-
 » poir de vous ravir par les armes ou des cessions
 » contraintes , quelques Isles de l'Archipel , l'Isle
 » de Candie , des établissemens sur les côtes de
 » l'Egypte ».

Lorsque l'Ambassadeur Anglais a pu tenir dans
 le Divan ce langage séduisant , il n'a pu être con-
 tredit que par un Ambassadeur de Versailles , par
 un Négociateur sage & éclairé , mais qui avait trop
 bien apperçu autrefois dans ses voyages de la
 Grèce , & démontré dans un Ouvrage très-répan-
 du , les facilités des démembrements d'un Empi-
 re , qui ne devoit plus depuis long-temps son
 existence entière qu'aux rivalités continuelles des
 autres Puissances Européennes.

Telles se montrent évidemment les causes qui
 ont entraîné les déterminations des trois grands
 Etats , que nous pouvons considérer maintenant
 comme tacitement confédérés , comme donnant
 l'origine à un nouveau système politique général
 entièrement opposé à celui que les négociations
 de la France , & les principes du feu Roi de
 Prusse , avoient établi & maintenu.

Après avoir vu séparément quels sont les mo-
 tifs de l'union de ces trois Etats , il s'agit encore

d'appercevoir quel est, pour chacun d'eux, le principal espoir qui a pu les déterminer.

Le Roi de Prusse a cru devoir agir pour sa sûreté & pour son aggrandissement. Pour sa sûreté actuelle, parce que l'Empereur, son ennemi naturel, a de plus nombreuses armées que les siennes, & que, s'il est plus fort tout seul pour entreprendre, il le seroit d'avantage, quand la Russie lui prêteroit ses secours. Ainsi, les moyens supérieurs de l'Empereur, & son alliance avec l'Empire Russe, lui assurent la reprise de la Silésie, dont il est naturel de penser qu'il ne perdra jamais le desir, tandis que, pour sa propre défense, le Roi de Prusse ne devra compter, auprès de ses frontières, aucun Allié puissant, & que l'amitié de la France, constante, désintéressée, ne lui annonce que des desirs de paix, des négociations toujours infructueuses contre des desseins de guerre déterminés.

Le Roi de Prusse a craint pour sa sûreté un nouveau partage de la Pologne, vraisemblablement résolu, près de Choczim, ou à Kioff, dans la surprenante entrevue de l'Impératrice, de l'Empereur & du Roi de Pologne; ce partage, auquel il n'a point été appelé, & qui se feroit sans aucunes cessions en sa faveur, augmenteroit la puissance territoriale, les avantages des situations locales, la force, enfin, de ses ennemis naturels.

Par

Par une guerre inattendue , le Roi de Prusse espéreroit au contraire, que ses premiers succès , dont il oseroit se flatter, le mettroient en situation d'être compris dans ce partage prémédité , de concourir à en régler les conditions , de les prescrire même , & de se réserver des avantages au moins semblables à ceux dont il laisseroit la jouissance à ses ennemis.

Le Roi de Prusse auroit à craindre l'affoiblissement de l'Empire Ottoman , quand ne conservant que des Alliés presque inactifs en sa faveur , tels que la France , & quelques membres du Corps germanique , il auroit souffert que l'Empereur ou la Russie eussent agrandi leurs Etats. Le Roi de Prusse ne peut pas se méprendre sur la nature de ses forces ; des victoires , l'opinion , un génie audacieux & fortuné les créa , une appréciation plus exacte , une politique de sa part trop circonspecte , une défensive timide pourroient les détruire en moins de temps qu'elles n'ont été formées.

A ces desirs de sûreté , le Roi de Prusse joint peut-être encore le desir d'aggrandir ses Etats , & d'unir , par une jalousie noble , à la gloire qui lui a été transmise , celle qu'il ne devoit qu'à lui-même. Son Oncle , avec moins de moyens qu'il n'en peut employer , acquit une grande partie de la Silésie , ne peut-il pas espérer de l'ob-

tenir toute entière , & de réunir à cette conquête la Silésie Autrichienne , & des districts dans la Moravie , plus rapprochés d'Olmütz , & d'autres districts dans la Bohême , à la rive gauche de l'Elbe , plus voisins de Prague & de Dresde. L'alliance qui se conclut actuellement entre l'Autriche & la Saxe , lui fait ~~presque~~ une nécessité de ce nouvel aggrandissement.

La nouvelle forteresse de Theresienstad , élevée presque sous les murs de Dresde , a interrompu les communications locales entre la Silésie & la Saxe. La Bohême pouvoit être attaquée de front ; & dans le même temps , une armée combinée de Saxons & de Prussiens pouvoit pénétrer dans ce Royaume , & se porter , par une route libre & peu prolongée , sur les derrières de la même armée Autrichienne , dont le Roi de Prusse auroit menacé le front de bataille. Ce plan fut exactement celui de la campagne de -78 , quand le Prince Henri essaya de pénétrer au centre de la Bohême , dont l'Empereur défendoit la frontière. Ce même plan de guerre ne seroit praticable aujourd'hui qu'après la prise de Theresienstad.

L'élévation de cette forteresse a désuni les Cours de Berlin & de Dresde , parce qu'elle les a réduites à l'impossibilité de s'aider utilement dans leurs plans d'attaque , & de se procurer ,

dans un projet d'offensive , des avantages mutuels. Et c'est de cette manière que le Conseil de guerre de Vienne a paru combiner, avec autant de science que d'utilité , ses vues politiques & ses préparatifs militaires. La construction de Theresienstad a été, on n'en sauroit douter , une des principales causes de désunion entre les Cabinets de Dresde & de Berlin , une de celles qui a le plus contribué à faire adopter l'idée du mariage , qui doit unir invariablement les intérêts de la Cour de Saxe , & ceux de la Cour de Vienne , & qui , privant le Roi de Prusse de l'allié le plus utile , lui a inspiré le dessein , à l'exemple de son Prédécesseur , de commencer la guerre qu'il prévoyoit qu'on pourroit lui déclarer.

Des arrondissemens de convenance dans les Etats morcelés de Westphalie & de la rive gauche du Rhin , de nouvelles possessions acquises aux dépens des Hollandais aux limites de la Gueldre prussienne , une alliance plus étroite avec la Maison d'Orange , lorsque le Stadhouder auroit affermi une autorité usurpée , ou lorsqu'une Princesse du Sang de Prusse seroit en possession d'une Royauté acquise au prix de la supposition d'une insulte imaginaire ; tous ces motifs ont pu dicter l'accord nouveau , qui semble se montrer presque sans voile & sans déguisement entre les trois grands Etats que nous désignons.

Dans le nombre des avantages que l'Angleterre a pu se promettre de cet accord , se trouveroit d'abord , par un premier succès qu'elle auroit pu croire facile , l'utilité de démembrer la Hollande , d'anéantir une grande partie de la force des sept Provinces confédérées par l'union d'Utrecht , de rendre le commerce d'Amsterdam , c'est-à-dire , un des grands entrepôts du commerce de l'Univers , dépendant de celui de l'Angleterre , & de retrouver dans l'autorité du Statouder les secours d'une force alliée que la France n'avoit acquise qu'à prix d'argent , & par des négociations longues & incertaines , mais dont elle seroit privée en un instant , & peut-être sans retour. Se venger de la France , regagner la Hollande , se soumettre son Gouvernement nouveau par l'empire des bienfaits dont le Stadhouder lui seroit redevable , & opposer à la France , dans le Prince d'Orange & ses descendans à perpétuité , des ennemis que la vengeance auroit irrités : tel seroit le premier vœu de l'Angleterre.

Ses intérêts & ceux du Statouder , quoique très-différens , sont de nature à se concilier sans peine. Le Stadhouder veut augmenter son pouvoir , & l'Angleterre veut augmenter son commerce ; les plus riches Négocians de la République seroient découragés , peut-être fugitifs , & de nombreux capitaux , l'industrie qui en augmente le

prix les accompagneroient en Angleterre ; Londres auroit acquis tout ce qu'Amsterdam auroit perdu ; car les produits du commerce , comme les besoins des échanges , se déplacent , & ne s'anéantissent jamais. L'espoir de la seule cession , à laquelle la Porte consentiroit aisément , d'un port dans l'Archipel , donneroit à l'Angleterre le commerce presque exclusif de toutes les Echelles du Levant. Si la France permet l'accomplissement de ce Plan politique , la Cour de Londres réunit tous ces profits certains à l'utilité de conserver son dernier Traité de commerce avec la Cour de Versailles ; si la France , au contraire , s'oppose à ses vues , la convention de commerce seroit à la vérité rompue contre le vœu de la Nation Anglaise , mais cette Nation espéreroit que l'article le plus essentiel d'un Traité de paix qu'elle parviendroit à dicter , seroit disparoître ce nouveau boulevard maritime qui s'élève à Cherbourg , pour rétablir l'égalité sur la mer où elle veut dominer sans partage.

La Hollande démembrée , & sous un pouvoir plus absolu , privée d'une partie considérable de son commerce , seroit bientôt dans l'impuissance de soutenir ses possessions de l'Inde ; peut-être , dirigée par la Cour de Londres , & des Capitalistes intéressés à cette fortune étrangère , n'auroit-elle pas la volonté plus que le pouvoir de les

défendre ; le Cap de Bonne-espérance deviendrait une possession anglaise , ou , du moins , une possession dépendante des Anglais ; l'Isle de Ceylan ne seroit plus suffisamment protégée , ou seroit cédée par un traité ; Trinquemale arboreroit le pavillon de l'Angleterre ; les Comptoirs de Chandernagor & de Pondicheri seroient assujétis ou conquis.

Les possessions hollandaises de l'Inde , partagées ou soumises , ou gênées par des conventions , assureroient à l'Angleterre tout le commerce de la partie la plus riche des Côtes de l'Asie ; le commerce de l'Afrique , pour lequel les Anglais ont déjà tant d'avantages , qu'il est si difficile de balancer , assujéti , comme l'on fait , à celui de l'Inde , ne seroit presque plus partagé par aucune Puissance maritime ; & celui de l'Amérique que l'Afrique seule soutient par le travail des Esclaves qu'elle lui vend , se dirigeroit encore vers le même gouffre qui auroit tout englouti.

Voilà comment la chaîne des maux politiques se forme & s'entretient ; l'Administrateur médiocre peut la connoître ; mais il est réservé aux hommes de génie , que la fortune des Nations élève aux premiers rangs du ministère : de déterminer le nœud qu'il convient de trancher , & de choisir , sans crainte , la place & le moment du coup qu'il faut porter. Heureusement , les desseins

projets

de l'Angleterre sont apperçus ; elle ambitionne d'être la seule Puissance riche , & par conséquent la seule Puissance dominante ; elle veut soudoyer les armées de l'Europe , ou les réduire à l'inaction.

On voit déjà quels sont les principaux desseins qui ont suggéré la nouvelle union de la Prusse & de l'Angleterre. Mais est-il bien certain que la Porte Ottomane, dont l'habitude, plus que la raison, gouverne la politique, sépare ses intérêts de ceux de la France, son ancienne & intime Alliée, & qu'oubliant que les Français l'ont si souvent défendue contre les traités qui l'auroient accablée, ou, comme devant Vienne, contre les armées qui auroient conquis les Provinces d'Europe soumises aux loix du Divan, elle ait pu changer rapidement son système, & former des nœuds étroits avec l'Angleterre ? Il ne paroît pas difficile de déterminer l'espoir qui l'entraîne, ou l'erreur qui la séduit, ou la nécessité qui la commande.

Quand, éclairé du flambeau de la raison, on entreprend de suivre la marche souvent tortueuse de la politique Européenne, on a toujours quelques points de vue assurés, quelques renseignements fidèles ; mais lorsqu'on la retrouve dans le Divan contrainte de s'y montrer après avoir parcouru les Cabinets de l'Europe, aucun indice certain ne sert à la faire connoître ; l'ignorance &

les passions la déguisent ; une Sultane en faveur , un Eunuque imbécille , le Confident intéressé d'un Visir , disposent de l'Empire , & leur caprice influe pourtant sur les déterminations de tous les Etats.

On ignore quelle a été l'intrigue dominante qui a fait prévaloir les insinuations de l'Ambassadeur de Londres , & qui a déterminé le Visir actuel à conseiller la guerre au moment où les demandes de la Russie devenoient moins pressantes , où les vues de l'Empereur se fixoient sur des objets intérieurs plus intéressans pour son cœur que dangereux pour son autorité , quand il avoit à concilier les droits de sa puissance & le vœu de sa bonté. Mais on ne peut s'empêcher d'appercevoir dans les motifs du Divan , une résolution prudente , quoique déterminée , peut-être , par des considérations déraisonnables.

Le Visir actuel aura pu dire : « Un de mes » Prédécesseurs , timide & coupable , signa le » Traité de Kainardgi ; la Crimée , le Cuban , » de nombreuses hordes de Tartares ont gémi » sous la loi des Infidèles , & nous avons oublié » les sermens sacrés que l'Islamisme prescrit , qui » nous engagent à ne point souffrir les démem- » bremens de l'Empire. Au plus inviolable de tous » les devoirs , à la foi qui nous lie , joignons les » motifs de nos plus grands intérêts. Si l'Empire

» est démembré , la même foiblesse qui aura été
 » la cause de notre humiliation , agira de nou-
 » veau. Rétablirons-nous , sous un gouverne-
 » ment pusillanime , avec des armées vaincues ,
 » & en présence d'un peuple découragé par la
 » honte de ses Traités , la gloire du nom Otto-
 » man que nous n'avons pas pu défendre , quand
 » aucune détermination timide n'affoiblissoit le
 » courage & l'espoir de nos troupes , quand nous
 » étions fiers encore de l'opinion de notre supé-
 » riorité ? Reprenons cette opinion , & nos for-
 » ces suffiront pour nous opposer au projet qu'on
 » a conçu de nous anéantir. Les Empereurs avoient
 » toujours été nos ennemis , le Traité de Belgrade
 » élèva une barrière qu'il leur fut impossible de
 » franchir ; les Czars avoient tous suivi le des-
 » sein de dominer sur la mer noire ; Asoff avoit
 » changé plusieurs fois de Maîtres , les Trai-
 » tés de Carlowitz & de Passarowitz, nous maintin-
 » rent dans nos anciennes limites. La privation
 » du port de Cherson nous seroit maintenant plus
 » préjudiciable que l'abandon d'Asoff auquel nous
 » nous sommes si long-temps opposés. Des Es-
 » cadres rassemblées dans ce port honteusement
 » cédé par nos Traités, déploieroient leurs voi-
 » les, au moment le plus inattendu , sous les murs
 » même du Serrail , & la défense des Darda-
 » nelles deviendroit inutile contre un ennemi qui

» n'auroit plus besoin de forcer les obstacles qui
 » le sépareroient autrefois de la mer noire. Mais
 » je vous parle inutilement de l'abandon de cette
 » mer, & du voisinage plus rapproché de vos an-
 » ciens ennemis; c'est de votre existence même
 » dont j'ai à vous entretenir. Il ne s'agit plus pour
 » vous de disputer sur l'étendue de votre puissance;
 » mais de savoir si vous ferez anéantis. Les Russes
 » sont maintenant plus forts que quand ils vous
 » soumirent par le Traité de Kainardgi, à des
 » conditions humiliantes; alors ils combattoient
 » seuls contre vous; & aujourd'hui, des bords
 » de la Save, jusques à la rive droite du Da-
 » nube, les Impériaux, d'accord avec les Rus-
 » ses, se préparent à envahir vos Provinces;
 » s'ils peuvent forcer les seuls murs de Belgrade,
 » ceux de Constantinople s'écrouleront au même
 » instant, & un nouvel Empire Grec s'élèvera
 » encore une fois sur celui des Paleologues. Si le
 » siège de votre domination tombe au pouvoir de
 » vos ennemis, quel sera donc le lieu de sûreté
 » où vous transporterez l'étendart de votre Pro-
 » phète? Le conserverez-vous dans vos États
 » de l'Asie, où les Persans & les Tartares indé-
 » pendans vous presseront de toute part, où vo-
 » tre humiliation vous aura mis dans l'impuissance
 » de résister? Vingt champs de bataille aban-
 » donnés vous seroient moins préjudiciables

» qu'un traité dicté par le découragement. Les
 » Russes vous auroient-ils vaincus? Vous leur
 » opposeriez de nouvelles armées; plus foibles
 » après chacune de leurs victoires, ils combat-
 » troient plus loin du centre de leur Empire,
 » ils ne combattroient plus que sur des terrains
 » dévastés, ils ne recruteroient plus leurs ar-
 » mées, & vos défaites les auroient affoiblis.
 » Vous avez déjà cédé la Crimée & les déserts
 » de la Tauride, l'Égypte est révoltée & tou-
 » jours armée, vous ne combattez plus, pour
 » ainsi dire, que sous les murs de Constantino-
 » ple; sachez du moins les défendre, & , s'il
 » le faut, vous ensevelir avec honneur. Mais ce
 » n'est pas de la guerre seulement que vous de-
 » vez attendre la réparation des outrages dont
 » vous avez à vous plaindre. Négociez dans
 » les Cours de l'Europe où votre orgueil vous
 » a long-temps fait refuser des Alliés, que la
 » prudence vous auroit acquis. L'alliance de la
 » France vous fut souvent utile; sans la pré-
 » voyance de ses secours, votre ruine auroit été
 » consommée, quand les Czars, les Empereurs
 » & les Polonois vous attaquoient tour-à-tour;
 » mais ce n'est pas de votre existence entière
 » dont vous devez acquitter maintenant les bien-
 » faits qu'elle ne vous a accordés autrefois que
 » pour son propre intérêt, & parce qu'elle étoit

« l'ennemie de la Maison d'Autriche. Resterez-
 « vous fidèles à vos engagements quand elle s'ex-
 « pose à détruire les siens, en s'alliant à vos en-
 « nemis naturels ? Dans le nouveau système qui
 « s'établit, la puissance navale de l'Angleterre, les
 « armées que Frédéric instruisit pour n'être ja-
 « mais vaincues, & vos valeureuses determina-
 « tions feront votre seule défense, & vous garan-
 « tiront vos succès ».

C'est par de semblables discours que le Visir
 actuel, faisant prévaloir son avis dans le Divan,
 aura voulu consolider la triple alliance dont l'ex-
 istance, si elle est aussi vraie qu'elle paroît vrai-
 semblable, détruiroit l'équilibre que des traités
 long-temps médités avoient établi. Cet ancien
 équilibre seroit chancelant, si l'Empereur & la
 Russie se montroient seuls pour le maintenir, si la
 France indifférente sur les destinées de l'Empe-
 reur, & négligée, peut-être à son tour, par cet
 Allié, ce frère & cet ami, restoit seule exposée
 aux coups de la rivalité de l'Angleterre, & que
 cette puissance disposant des richesses d'un com-
 merce presque universel, du droit d'alimenter les
 besoins de tous les peuples, & de la balance de
 leurs échanges, aggrandissant ses possessions de
 l'Inde parvenoit à gouverner, soudoyer, & faire
 agir à sa volonté tous les Etats que la fortune met-
 troit dans sa dépendance.

Une confédération défensive devient indispensable toutes-les-fois qu'une confédération offensive se forme ; & la mesure de la première se détermine par le calcul des avantages vraisemblables que la seconde a lieu d'espérer. L'opposition & le choc de ces deux pouvoirs produit la guerre. Quand les mesures ont été bien concertées , les deux forces en opposition se heurtent sans se renverser , elles multiplient leurs chocs, se lassent de leur impuissance; elles desirent alors , sans qu'elles osent en convenir , l'intervention d'un Pacificateur pour leur sauver le désagrément d'avouer le desir qui les invite réciproquement à la paix : un traité de conciliation survient , on le compose avec art , & de manière qu'en parlant d'union , il prépare des prétextes à une rupture ; la foi est jurée avec l'intention mutuelle de profiter du premier événement qui paroitra sauver des dangers du parjure. Tels sont , dans ce siècle de philosophie , & au milieu de cette Europe si savante , les alliances hostiles qui se forment , & les confédérations qui résistent , & les guerres du continent qui ne déplacent point de limites , & les guerres de mer qui ne décident que de quelques échanges de Colonies , & de la perte de quelques comptoirs : guerres sanglantes , mais promptement terminées par des traités affectueux qui ne sont que le mensonge

du dépit qui se déguise , & ne produisent que des trêves passagères.

Ce tableau , dont le souvenir des deux derniers siècles affirme la ressemblance , seroit celui des hostilités qui se commettent sur le territoire de la Hollande , de l'infraction des traités dont on venoit , depuis un si petit nombre d'années , de jurer l'observation , de la guerre qui suivroit , & que quelques Etats desiroient , de la prompte impuissance où ils seroient de la continuer , & de la paix qui naîtroit de leur épuisement. Tels seroient les fruits amers & inutiles de la triple alliance qu'on voudroit former , & de la triple résistance qui lui seroit opposée.

Je suis , &c.



LETTRE SECONDE.

Le premier Octobre 1787.

DES motifs raisonnables démontrent l'intérêt qui vraisemblablement unira bientôt d'un lien indissoluble la France, l'Empereur & la Russie. Nous analyserons, avec quelque précision, dans cette seconde Lettre, les avantages particuliers, & en quelque sorte, individuels, qui serviront de moteurs à chacun de ces Etats. Cet examen sera précédé de quelques réflexions concernant les premiers actes extérieurs dont la confédération hostile qui se prépare, vient de se permettre l'usage.

La crainte qu'avoit le Roi de Prusse de se voir disputer les conquêtes de son Prédécesseur, la certitude que le Divan avoit des projets prémédités pour la destruction de l'Empire Ottoman, le desir que l'Angleterre ne perdra jamais de rendre son commerce plus dominant, ont produit un accord d'intentions dans le double objet de maîtriser les évènements, ou de déclarer la guerre.

Les anciens Bataves s'étoient soustraits au

D

pouvoir arbitraire dont Philippe II avoit fait usage pour les gouverner; ils furent particulièrement redevables à la maison d'Orange de leur liberté républicaine. Mais abusant cruellement de leurs propres bienfaits ou les prodiguant avec générosité, plusieurs Princes de cette maison, ennemis de la République pendant la paix, ses défenseurs pendant la guerre, avoient, tour-à-tour, servi & opprimé la patrie : ils furent plus ou moins puissans & dangereux, selon les temps, leur courage, leur adresse & les tentatives des ennemis du dehors; le stadhouderat leur avoit été accordé, ravi, rendu, limité ou étendu. Mais ces Princes n'avoient jamais été, quoiqu'avec des prétentions souvent différentes, que les premiers Sujets de la République. La dernière détermination des sept Provinces, en rendant les dignités des Stadhouders héréditaires, avoit brisé le seul frein de prudence que la liberté pouvoit réclamer. Cette liberté eut ses partisans; le Stadhoudérat eut les siens. Les deux partis franchirent également les limites qui leur étoient prescrites par la constitution; & se croisant en tous sens, les Sujets de chaque province, de chaque ville, de chaque famille, recelèrent dans leur sein les principes fatals d'une guerre civile, dont le flegme hollandais pouvoit seul différer l'embrasement.

Dans cette situation , qui partageoit la République en deux factions opposées , celle du Stadhouder favorisa les prétentions de l'Angleterre ; & les partisans de la liberté , en s'honorant du beau nom de Patriotes , se montrèrent les amis de la France. Il étoit , sans doute , naturel que la France profitât de cette disposition d'une partie de la République , pour soustraire l'autre partie à l'empire de sa rivale , pour faire perdre à l'Angleterre une Alliée qui lui étoit trop subordonnée par d'anciens traités , & pour augmenter sa propre force maritime de toute la portion de cette même force dont l'Angleterre seroit privée. Nul autre systême que celui d'une modération qui demandoit à pacifier le continent , & à rétablir l'égalité sur les mers , ne pouvoit inviter la France à s'allier avec les Provinces-Unies ; elle ne pouvoit point en espérer de secours effectifs , parce que les deux factions opposées détruisoient , l'une par l'autre , les projets qu'elles formoient.

Quelle confiance auroit-on pu avoir dans l'alliance de la moitié d'une nation , dont l'autre moitié démentoit les opinions , qui , selon la prépondérance variable des partis qui la divisoient , pouvoit faire éprouver les effets de la haine au moment où l'on avoit compté , avec le plus d'assurance , sur les bienfaits de son amitié ? Comment la France auroit-elle pu abandonner

ses intérêts à l'incertitude d'une union contractée avec des Régens , des Magistrats annuellement élus , des Sujets subordonnés par le rang & la naissance , & Souverains par hasard , contre le vœu d'un premier Sujet d'un sang illustre , qui donna un Empereur à l'Allemagne , d'un Prince allié à plusieurs Souverains , Général de l'armée , Amiral des flottes , & dont les dignités sont héréditaires ?

Ce ne fut cependant que sur cette base mouvante qu'on éleva , avec trop de sécurité , l'édifice d'une union , dont l'avantage , le seul assuré , étoit de réduire à l'inaction , pendant la dernière guerre maritime , un peuple auparavant allié de l'ennemi de la France , & de détourner , pendant la paix , & loin des Ports de l'Angleterre , les différentes branches du Commerce hollandais. Les faits ont confirmé ce principe. Lorsque la République dût joindre ses vaisseaux du Texel à ceux de Brest , ses conventions ne furent point remplies , & elle ne punit point les auteurs coupables de son inaction , dans le même tems que les Français protégeoient Démériorié , Essequibo , Surinam & Saint-Eustache , & qu'ils défendoient avec autant de fidélité que de courage , ses possessions de l'Inde.

Les Hollandais modernes n'ont sans doute pas dégénéré de la valeur de leurs Ancêtres ; mais

ceux qui fondèrent la République , étoient courageux & pauvres ; & leurs descendans , attachés à la fortune de l'Angleterre , par la crainte de perdre leurs fonds compromis dans les Banques de Londres , ne pouvoient s'empêcher d'allier l'audace qui naît de l'indépendance républicaine , à la timidité du Commerçant , dont la valeur , comme la fortune , est enchaînée au timon de son navire.

La France n'a point obtenu de secours de la République , & lui a accordé des bienfaits. L'Empereur avoit déferé à sa médiation , & les terres hollandaises avoient été préservées de la guerre. Le ressentiment de l'Angleterre n'auroit point épargné les possessions dépendantes de Batavia , & la France les couvrit de son Egide. La France ne s'est donc opposée qu'à l'excessive prépondérance des Anglais ; elle n'a voulu défendre que l'équilibre maritime , & celui du continent : c'est du vœu des nations & de l'humanité , dont elle a été l'interprète & le soutien défintéressé.

A peine la paix venoit d'être donnée à tous les Peuples ; à peine les chaînes qui avoient fermé au Commerce les Ports de l'Angleterre & de la France , avoient été brisées par des conventions beaucoup plus favorables au premier de ces deux Etats qu'au second , au Commerçant

qui possède , qu'à celui qui veut acquérir ; au Commerçant déjà riche , qu'à celui qui cherche à s'enrichir , que la faction Stadhoudérienne ou Anglaise (les liens secrets sont dévoilés) , multiplia ses plaintes & ses prétentions. La faction opposée , craignant de se voir opprimée , fit succéder bientôt l'aigreur de la résistance , à la circonspection de ses premières démarches. On prévint une guerre civile , & la France négocia pour l'éviter : mais on avoit trop d'intérêt de rendre ses négociations infructueuses. Le Stadhouder vouloit dominer , l'Angleterre croyoit nuire à la France , & le Cabinet de Berlin , oubliant les résolutions dont Frédéric avoit démontré l'utilité , n'hésita point de compromettre la paix de l'Europe , pour favoriser des ressentimens particuliers , & maintenir les prétentions d'un nom qu'on respectoit , d'un nom illustre par son ancienneté , plus illustre par la gloire personnelle de ceux qui l'ont porté , & dont la dignité ne pouvoit pas être blessée par la nécessité de se conformer à des procédés dépendans d'une politique générale.

Aucun fait ne pouvoit encore être cité , & le prétexte manquoit à la volonté qui le cherchoit. Un prétexte frivole s'annonce bientôt sous des couleurs que l'on croit séduisantes. La Haye étoit un centre de dissentions. Imaginera-t-on d'en-

voyer le Stadhouder pour renforcer, par sa présence, ion parti, qui n'y dominoit point encore? Le refus que la Province souveraine auroit fait, n'auroit été que le témoignage d'un soupçon prudent, ou plutôt, que l'usage le plus naturel du droit dont aucune Souveraineté ne peut être privée, & moins encore, lorsque sa sûreté lui en impose la loi. C'est la sœur même du Roi de Prusse, dont la naissance, le sexe, l'esprit & les vertus auroient obtenus, dans toute autre occasion, les respects & l'empressement qu'on auroit été jaloux de lui prodiguer; c'est l'épouse d'un Prince dont on appréhende les complots, qui est, dit-on, chargée d'un message de paix. Le refus de la laisser parvenir à sa destination est désigné sous le nom d'insulte & d'attentat; & c'est en vain qu'on produit ses lettres, pour attester les égards qu'on a eus pour sa personne.

L'attentat est commis, puisque la vengeance étoit préparée. Des colonnes de troupes sont mises en mouvement; un peuple entier doit être la victime d'un faux point d'honneur; le premier sujet d'une nation indépendante lui demande à main armée la jouissance des titres qu'elle lui avoit accordés pour la défendre, & qui ne sont autres que les titres même de l'obéissance qu'il avoit juré d'observer. Il voue ses maîtres aux fers de l'étranger; & de simples déclarations dans les

Cours de l'Europe de la volonté du Roi qui le protège, fussent pour le déterminer.

Polybe raconte, dans son livre de la guerre des Dalmates, que les Romains avoient la coutume, lorsqu'ils vouloient entreprendre une guerre injuste, d'envoyer des Ambassadeurs qui parloient en maîtres aux Rois qu'ils vouloient humilier, afin de pouvoir nommer insulte l'aigreur des refus qu'ils éprouvoient, & donner à la République l'occasion de se venger. Ces Ambassadeurs provoquoient l'insulte, mais, du moins, ils la recevoient; ils parloient au nom de la souveraineté, & la représentoient; l'insulte prétendue étoit commise entre deux Souverains. Dans le fait, dont l'intérêt est présent, il n'existoit aucune égalité entre l'offenseur & l'offensé; l'acte de souveraineté que la Hollande avoit exercé, auroit pu être injuste & odieux, mais on n'auroit pu le nommer qu'un abus du pouvoir du souverain envers son sujet; & la simple dénégation de l'insulte, eût été la satisfaction la plus éclatante qu'on auroit pu exiger.

L'Empereur avoit demandé, il y a quelques années, la libre navigation de l'Escaut; des Conférences s'étoient tenues entre ses Négociateurs & ceux de la République; un de ses bâtimens voulut s'ouvrir l'entrée de la riviere; c'étoit préjuger la question qu'on examinoit; les Hollandais s'opposèrent

s'opposeroient au passage de ce navire ; quelques boulets qui ne tueroient personne , attesterent les droits de la souveraineté. L'Empereur se plaignit d'une insulte ; mais ce frêle bâtiment , ce bateau qu'on avoit méconnu , portoit le pavillon Impérial , & c'étoit enfin , un Souverain qui demandoit , justement ou sans motifs , à son égal en indépendance , la réparation d'une insulte supposée ou véritable. Aucun exemple ne peut justifier les déterminations du Cabinet de Berlin ; & les couleurs empruntées , dont le prétexte qu'on a imaginé a été revêtu , paroissent dénoncer aux nations le dessein d'une guerre générale.

S'il est vraisemblable que l'association hostile s'est secrètement formée , il ne s'agit plus de délibérer s'il convient de s'opposer à ses projets , il faut savoir seulement quelles seront les armées dont on se servira , quels seront les motifs pour retarder ou hâter une rupture ouverte ; quelle sera la mesure de la résistance qu'il est à propos de concerter , quels sont les dangers qu'on doit éviter , ou , plutôt , les espérances qu'on doit concevoir.

Parlons d'abord de la Russie , puisqu'elle vient de répondre , tout récemment , au premier signal de la guerre. L'Europe redoute depuis long-tems ses desseins. Il seroit inutile de céler que cette Puissance est ambitieuse , & que son projet appa-

rent, soutenu , vaste dans son ensemble , peut-être facile dans quelques parties de son exécution, est de transférer le centre de son Empire dans les murs de Constantinople , d'y renouveler le siege de cet ancien Empire d'Orient , dont le fanatisme & la superstition avoient préparé la conquête aux armes des Ottomans.

Les Russes possèdent à un degré éminent un assez grand nombre des premières qualités qu'un Peuple peut avoir pour la guerre ; la patience dans les travaux pénibles , la frugalité qui prévient les besoins , l'obéissance , dont le zele inanimé , mais continuel , exécute sans lassitude , & se soumet sans réfléchir. Si , à ces qualités distinctives les Russes joignoient un caractère national , un honneur individuel , par lequel l'ancien patriotisme a été remplacé , s'ils avoient quelque portion de cette confiance audacieuse , de cette impétuosité de courage qu'on peut nommer *le feu Français* , ils seroient le peuple de la terre le plus redoutable ; car ce peuple exercera quand il le voudra , le pouvoir d'être agresseur ; il y sera invité par le climat de l'orient , qui inspire tous les desirs des jouissances voluptueuses , & jamais on n'entreprendra de lui disputer les montagnes de glace qui ferment les derrières de son Empire. Si plusieurs regnes semblables à celui de Catherine pouvoient se succéder sans interruption

ce peuple , que Pierre le Grand fit naître , pour ainsi dire , de son génie , conquérant dans l'Orient , le feroit un jour dans le midi de l'Europe

Catherine , enchaînée d'abord sur les marches du trône qu'elle devoit occuper , & feignant d'être soumise aux loix , aux caprices jaloux d'une rivale qui vouloit régner à sa place , eut tout le courage de la patience ; les premières actions de son regne furent annoncées par un manifeste sublime ; quand elle traça ses champs de bataille , quand elle dicta des instructions à des Ambassadeurs , ou ses loix d'une administration intérieure , toujours elle éleva sa nation à la hauteur de son caractère ; elle montra dans les déserts de la Tauride , étonnés de sa présence , toute la pompe d'une Cour brillante & guerrière ; & l'on ne fait point encore si l'on devra se contenter de l'admirer , où si l'on fera réduit à la nécessité de la craindre. Mais la grandeur de son peuple est en elle-même , elle emportera dans le tombeau ce génie d'invention & de constance , qui inspire & soutient le dessein des grandes entreprises. La Russie , par la nature de ses possessions , les privations que son sol nécessite , les disproportions mêmes des parties qui composent sa puissance , & sur-tout par le pouvoir qu'elle a d'attaquer & de n'être point attaquée , est destinée à la guerre , & rien ne peut l'empêcher de remplir sa vocation.

Quand la première idée d'une union d'intérêt entre la France & la Russie , d'une alliance même indirecte s'est offerte , on a sans doute été surpris que des combinaisons politiques , que suggere cependant le devoir d'une légitime défense , aient pu lier sincèrement une Puissance qui n'a que la prétention de maintenir l'équilibre à celle qui ne tend qu'à le renverser ; on est étonné de prévoir qu'un jour , peut-être , les drapeaux Russes seront unis à ceux de la France ! Mais un examen plus réfléchi permet d'appercevoir , que tout accord exigé pour le soutien de la balance générale n'est point surprenant ; que l'intérêt universel se subordonne les intérêts isolés , & que la modération de la France répandroit ses bienfaits pacifiques sur une confédération défensive , dont un tiers des forces modérerait sans cesse l'usage des deux autres portions de la force totale.

On concevra sans peine , que la France ne pourroit point rester timidement oisive au milieu des armées dont elle seroit environnée ; qu'elle a l'estime des nations à conserver , parce que cette estime est pour tous les Etats leur force même , & que leurs traités & leurs armées ne sont que des moyens de la mériter : on avouera que ses liens de politique & de fraternité lui imposent également des devoirs qui lui sont chers , & qu'elle n'enfreindra jamais ; qu'elle sera consultée sur le

choix des opérations qui exigeront un concert unanime ; que ses secours , toujours accordés pour une défense convenable , se refuseroient à des projets défordonnés , dont les suites tendroient à renverser cet équilibre général qu'elle ne perdra jamais de vue ; & qu'enfin les acquisitions que la Russie se procureroit , ne peuvent être dangereuses que dans la seule supposition qu'elles seroient excessives. La France veillera à ce qu'elles soient balancées par les agrandissemens qui seroient accordés à l'Empereur , par le maintien de la constitution intérieure de l'Allemagne , & par des échanges ou des cessions à son profit , convenus avec ses deux Alliés , & qui ne seroient que de justes dédommagemens de ses dépenses à l'occasion d'une guerre qu'elle n'auroit pu éviter.

Que l'on considère maintenant quelle est la foiblesse effective de l'Empire Ottoman , quels sont les prestiges de l'orgueil du Divan , l'indiscipline de ses armées , l'ignorance présomptueuse de ses Généraux. Si l'on parcourt en imagination les rues de ces Camps informes , embarrassées de femmes & de pourvoyeurs , & empoisonnées , comme de vastes hôpitaux où l'on auroit entassé des vivans & des morts , où le souffle d'un air corrompu nécessite des déplacements fréquens , de prompts changemens de position , dans le tems

même que des considérations militaires ordonnent des camps sédentaires, on ne doutera plus des avantages des armées Russes ; elles seront en état de contenir & de vaincre aux confins de la Pologne, sous les murs d'Oczakoff & à la rive gauche du Danube, toutes les armées Turques qui leur seront opposées. Et si l'on vouloit douter de cette vérité, on se ressouviendra du moins, que ces mêmes armées, lorsqu'on les a vues victorieuses, n'ont jamais su profiter des faveurs du sort, tandis que leurs défaites ont toujours été suivies de terreurs paniques, & de déroutes long-tems irréparables. Tout sert donc à annoncer dans cette première portion des plans d'une défense générale, les succès de la Russie & la chute de la puissance Européenne des Ottomans.

Jettons ~~maintenant~~ un coup-d'œil également assuré sur ce qu'on peut nommer la seconde partie d'un plan général. L'Empereur, dans la distribution préparatoire de ses forces, a maintenant soixante mille hommes dans la Croatie & l'Esclavonie, vingt-six mille en Hongrie, douze mille en Transylvanie, & quinze mille en Pologne. Ces troupes, composant une totalité de cent treize mille hommes, sont indépendantes de son armée des Pays-Bas, & de celles qu'il opposeroit au Roi de Prusse aux confins de la Bohême & de la Moravie. Les armées qu'il peut rassembler,

dans un petit nombre de marches , sur les limites les plus rapprochées des frontières Prussiennes , seroient de plus de cent mille hommes ; & lorsqu'elles y seroient seulement égales par le nombre aux armées du Roi de Prusse , elles obtiendroient , à la faveur des retranchemens & des positions préparées qui défendent les passages de l'Elbe & de la Moore , les mêmes avantages qui firent leur sûreté en —78 , contre tous les calculs de l'expérience , & les manœuvres habiles du feu Roi de Prusse & du Prince Henri.

Ne dissimulons point qu'aucun préalable assuré n'annonce une rupture prochaine entre les Cabinets de Vienne & de Berlin. Mais a-t-on besoin d'indices préparatoires , de prétextes étrangers , quand la nature même des intérêts les plus évidens , dicte les résolutions indispensables ? Quels seroient les fondemens d'une union ou d'une neutralité qui en auroit tous les effets , entre l'Empereur & le Roi de Prusse ? Le premier de ces deux Souverains pourroit-il la désirer ? le second oseroit-il la croire ?

Ce ne fut point en démembrant les Etats héréditaires de la Maison d'Autriche , que celle de Brandebourg cimentait cette union , & la Silésie ne fut point restituée en —78 par la paix de Teschen. Les anciens regrets d'une cession for-

cée , ne peuvent s'anéantir que par des restitutions ou des conquêtes ; qu'en rétablissant , par une nouvelle guerre , les anciennes limites qui ont été renversées par la guerre de — 56. Jamais aucun moment ne seroit aussi favorable au Chef de l'Empire , que le moment présent , quand les armées Russes & quarante mille Autrichiens que les Traités leur donnent pour auxiliaires , sont supérieurs aux armées Ottomanes ; quand les forces presque entières de l'Empereur & les secours de la France , seroient également assurés de vaincre les obstacles que le Roi de Prusse opposeroit à la reprise de la Silésie.

Dès que deux Puissances s'allient étroitement , tous les rapports avantageux ou contraires , leur deviennent communs. L'Angleterre , en s'unissant à la Porte Ottomane , se déclare hautement l'ennemie des Cours de Pétersbourg & de Vienne , & les Alliés , tels que le Roi de Prusse , qui la servent , deviennent également suspects , également dangereux. Si l'on croyoit appercevoir entre les armées Autrichiennes & Prussiennes , quelque sorte d'égalité , qui n'existe point , quel instant seroit plus utile pour la faire disparaître , que celui où la France , agissant pour sa propre défense , donneroit à l'Allié qu'elle voudroit favoriser , tout l'appui qu'elle se devoit à elle-même ? Ainsi , la situation politique générale ,

rale, de grands intérêts personnels, & les droits des alliances & de la fraternité, rassemblent tous les motifs de la plus parfaite union entre les Cours de Vienne & de Versailles.

Nous avons déjà dit que le Roi de Prusse n'auroit pas de confiance dans une neutralité qui lui paroîtroit simulée & démentie par les notions les plus simples de l'intérêt personnel; il ne pourroit la considérer que comme une attente concertée, comme le dessein d'une attaque imprévue, qu'on auroit différée jusqu'au tems où toutes ses forces employées à la fois sur des directions prescrites, seroient dans l'impuissance de résister aux nouveaux efforts d'une invasion secretement préméditée.

Nous serions tentés de comparer ici la force morale des armées de l'Empereur & du Roi de Prusse, dans leur état actuel, & d'analyser les principes de leurs diverses institutions; nous verrions Frédéric communiquant à ses troupes une célérité de mouvemens inconnue dans toutes les armées où son art & sa tactique n'avoient pas formé des soldats. Des déplacemens rapides & imprévus, lui évitoient la nécessité de défendre les postes désavantageux, & lui assuroient toujours les moyens d'occuper le premier les positions faciles à défendre, ou de se porter

inopinément sur les points les plus foibles de la défensive qu'on lui oppofoit ; il avoit mis , felon l'expreflion du Maréchal de Saxe , *le fecret de la victoire dans les jambes de fes foldats*. Les troupes de l'Empereur ne reçurent point cette extrême célérité ; mais fouvent réduites à la défensive pendant la guerre de —56, elles acquièrent une folidité qu'elles ont confervée. De forts bataillons , plus fermes que manœuvriers , s'entourent de redoutes , de feux croifés d'une nombreufe artillerie , & de la vigilance continue d'un grand nombre de corps de troupes légères : divisés , en quelque forte , en deux armées , celle du dehors veille au repos & à la fureté de celle qui garde les limites des provinces. Les Pruffiens peuvent renouveler de plus fréquentes attaques , & s'affoibliffent en les multipliant ; les Autrichiens font prefque affurés de les repouffer fans s'affoiblir , & de difpofer des occasions qui paroiffent les inviter à regagner l'offensive. Nous bornons ces réflexions ; elles recevront plus de développement dans la fuite de notre correfpondance.

Si l'Empereur , fans dégarnir le terrain de fa défense , fagement ordonnée contre une grande partie des forces Pruffiennes , occupoit une féconde fois , comme en —78 , les camps retran-

chés que Frédéric n'osa point attaquer , dans le même tems il donneroit une impulsion vive aux cent treize mille hommes dont nous venons de parler , & qui n'auroient eu au-devant d'eux que des Turcs à poursuivre , il parviendroit , presque sans difficultés , jusques sous les murs de Belgrade ; il forceroit cette barrière , qui défend seule tout le cours inférieur du Danube , & Constantinople même ; & par cette prompte expédition , dont le siège d'Ocfakoff & les attaques combinées de plus de deux cents mille Russes sur des terrains éloignés , lui auroient préparé les succès , il disposeroit pour un nouvel usage , de ses troupes déjà victorieuses ; il les rapprocheroit d'Olmutz ; il étendrait la gauche de ses Camps volans jusqu'à Prague , & substituerait , avec la totalité de ses forces , de nouvelles attaques à sa première défense partielle des limites de la Bohême & de la Moravie.

Supérieur par le nombre de ses troupes , & l'effroi qu'elles auroient déjà inspiré , fort de sa renommée & de l'opinion qui l'accompagne & vole avec elle à l'avant-garde des armées , que des succès ont rendues confiantes l'Empereur pénétreroit en Silésie ; & il ne paroît pas qu'il fût possible de lui opposer une résistance heureuse , selon le premier plan de l'emploi d'une

force entière , dont la moitié auroit combattu un ennemi foible , tandis que l'autre moitié auroit observé , avec sûreté , un ennemi plus fort , jusqu'au moment où elles auroient uni ensemble leur effort commun.

Peut-être , selon un autre supposition , l'Empereur préféreroit de renforcer ses armées de l'Elbe & de la Moore , aux dépens de celles qu'il auroit destinées contre les Turcs. Son invasion en Silésie feroit plus brusque & moins prévue ; il auroit gagné de vitesse son ennemi le plus adroit , dans le même tems qu'il n'auroit employé que de simples démonstrations d'audace contre un autre ennemi que l'on trompe aisément. Le choix de ces deux projets , inverses l'un de l'autre , dépendroit des diverses combinaisons d'attaque & de défense que les ennemis auroient paru adopter. Mais sans d'importantes considérations contraires , le premier projet devoit être préféré , parce qu'une des maximes de la guerre , prescrit d'annoncer les plans offensifs par la hardiesse de quelqu'entreprise qui en impose , & de préparer les facilités d'une seconde victoire par des récits exagérés des premiers succès.

Pour l'exécution de chacun de ces deux plans , l'Empereur a plus de troupes que le Roi de

Prusse n'en peut assembler contre lui ; ses troupes sont plus nationales & plus solides. La précision & la vitesse qui donnèrent de si grands avantages à Frédéric , dépendoient sur-tout de l'art du commandement & de la science du coup-d'œil que ce Roi guerrier posséda avec une sublime intelligence ; une partie de cette science du commandement, qui opéra des prodiges, n'existe plus ; le secret de cet art Prussien, a pu s'écrire, se divulger, & s'emploie difficilement : l'autre partie de cette science, que Frédéric perfectionna, se renferme oisive dans la Cour du Prince Henri, sous la garde de la jalousie de nouveaux Courtisans ambitieux. Les troupes du feu Roi de Prusse étoient presque invincibles, parce qu'on croyoit qu'elles l'étoient ; on ne savoit comment les vaincre, parce qu'elles ne montroient, le plus souvent, que des fronts de bataille mobiles & indéterminés, ou que leurs développemens sembloient les multiplier. Mais leur composition fut toujours vicieuse. Elles n'avoient point de patrie ; elles n'étoient recrutées que par des déserteurs de toutes les nations. On se ressouvient qu'en —78, un bataillon franc déserta tout entier devant les retranchemens des Autrichiens des bords de l'Elbe ; qu'une moitié de l'armée de Prusse surveilloit

l'autre moitié , & qu'elle auroit été plusieurs fois vaincue dans sa totalité , sans le prestige continuel de ses changemens de position.

Voilà sans doute de trop fortes raisons pour qu'on se permît de douter des succès que la science & la fortune destineroient aux armées que l'Empereur conduiroit lui-même aux champs de la victoire.

Je suis , &c.



LETTRE TROISIEME.

Du 20 Octobre 1787.

ON objectera sans doute, au moment actuel, où des craintes sans motifs peuvent suggérer ces prévoyances outrées, qui appellent les dangers qu'elles veulent prévenir; on objectera, osons-le dire, puisqu'on ose bien le penser, que les successeurs de l'Empereur, par un accroissement de puissance, deviendroient un jour dangereux pour la France, & que le système de modération que cette Monarchie a adopté, ne lui permet pas de contribuer à l'agrandissement de la Maison d'Autriche.

Cette modération de la France détruit-elle & ses traités, & ses alliances, & les liens politiques qui l'unissent à quelques Etats pour modérer, par un effort commun, l'excessive ambition des autres? Par sa modération, se trouve-t-elle isolée & indifférente dans le jeu sérieux de tous les ressorts qui s'agitent autour d'elle? On parle toujours de modération; mais ce mot sert quelquefois d'excuse à la foiblesse, quelquefois de masque

à l'injustice. La modération n'est une vertu, que quand, inaccessible aux passions, sans crainte comme sans préjugés, toujours juste, elle a son sentiment inaltérable, & la force de le maintenir. La continuelle inaction de la France la priveroit, tôt ou tard, d'une partie de la considération qui lui est dûe; & l'abandon supposé de l'estime qu'elle se doit, produiroit bientôt sa foiblesse réelle. La modération, qui convient à toutes les Puissances, & à la France sur-tout, leur impose la nécessité de se conserver dans des situations proportionnées à leurs moyens, de se tenir toujours prêtes à agir, & de n'agir jamais qu'avec sagesse.

C'est de ces réflexions générales & toujours vraies, d'où ressortent les principes sur lesquels s'appuieroit les déterminations de la France, pour composer le nouvel équilibre qui remplaceroit celui dont l'Angleterre & le Roi de Prusse paroissent vouloir ébranler les fondemens.

Supposons un instant que la France se déterminât à rester oisive au milieu des événemens qui se préparent; elle se rendroit presque étrangère aux succès que l'Empereur a lieu de se promettre de sa force réelle & de sa considération fondée. Par sa convention de — 56 avec la Maison d'Autriche, la France a mis une barrière

rière de sûreté & de vastes provinces entre les
 siennes & les Etats entreprenans du Nord , &
 elle a contracté une alliance indirecte avec les
 Princes du corps Germanique alliés de leurs
 chefs ; cette même convention a pacifié l'Italie
 l'ancien tombeau des Français , où , victorieux
 par les armes & vaincus par le climat , leurs
 armées s'étoient si souvent montrées sans objet
 & sans utilité. Enfin , le pacte de famille lui a
 répondu des intentions des Etats du Midi.

Mais les avantages doivent être réciproques ;
 & si la Maison d'Autriche leur épargne , sur les
 bords du Rhin , le besoin d'y assembler & d'y
 foudoyer des armées , & lui laisse l'emploi de sa
 force entière pour la déployer sur les mers ,
 n'est-il pas naturel aussi qu'elle puisse obtenir , à
 son tour , l'appui qu'elle croiroit convenable à
 sa sûreté ? Si l'on croyoit cependant que la France
 eût sauver sa justice en hasardant sa considéra-
 tion ; qu'elle ne dût accorder à l'Empereur que
 le seul secours convenu dans le Traité de — 56 ,
 par la démonstration trop circonspecte de cette
 faveur contrainte , par cet accomplissement d'un
 devoir pénible , cette démonstration d'une amitié
 qui sembleroit se donner à regret , elle imprime-
 roit moins de crainte à ses ennemis naturels , elle
 exciteroit moins la reconnoissance de ses Alliés ,
 & ses ménagemens suggéreroient aux plus foi-

bles Etats le desir & l'esperoir de lui susciter de nouvelles guerres.

Un grand Etat qui veut conserver ses forces, doit quelquefois en essayer l'usage ; elles s'énervent dans le repos. Il lui faut des Alliés qui aient besoin de ses secours, & que ses troupes, rivales & amies des troupes alliées, émules de leur gloire, éloignent la guerre de ses frontières, en s'instruisant dans l'art de les défendre. L'athlète qui veut entretenir ses forces, & dompter ses rivaux les plus renommés, ne se fait point frotter d'essences parfumées, il ne s'endort point dans le lit des Sibarites, il descend chaque jour dans l'arène, il y essaie son adresse & sa vigueur, & c'est en combattant qu'il se prépare au combat. Les Français donnèrent toujours l'exemple de la valeur dans les armées dont ils furent auxiliaires ; en servant avec les troupes étrangères, ils savent qu'ils ne doivent pas les craindre. Si la France, après avoir contribué aux succès de l'Empereur, pouvoit appréhender l'agrandissement des Princes qui lui succéderont, elle auroit au moins une force acquise & exercée ; & c'est par la prévoyance même de ses bienfaits précédens, qu'elle seroit mieux disposée à une résistance nécessaire.

Si, quelque jour, un Prince du Sang d'Autriche ou des Bourbon, imaginoit de rompre la convention de — 56, & de renouveler les

anciennes rivalités ; quelle illusion auroit donc éloigné de leur vue ce calcul si effrayant , & cependant si vrai ! Depuis près de trois siècles , ces Maisons étoient ennemies. Depuis trois siècles , deux grands Peuples & ceux qu'ils entretenoient dans leurs querelles , se vouoient réciproquement à la mort. Dans le nombre de vingt années , on avoit eu au moins sept années de guerre , & chacune de ces années de fureur & de deuil , avoit vu périr plus de trente mille hommes sur des champs de bataille , dans les Hôpitaux , par le fer , le feu , la fatigue & la faim. La vie de quatre millions d'hommes a donc été employée à déplacer quelques limites , à satisfaire un peu de gloire , toujours noircie de regrets amers. Une fausse philosophie auroit dit , peut-être , qu'importe que des hommes meurent plutôt ou plus tard , par le fer ou par la fièvre ? Mais les générations qui seroient nées d'eux , n'existent point ; mais leurs familles désolées ont laissé dépérir leurs héritages ; des terres sont restées incultes ; des taxes exorbitantes ont été imposées pour nourrir quelques jours de plus des destructeurs qu'on détruisoit à leur tour. On est enfin parvenu à réconcilier les Maisons de France & d'Autriche , à anéantir les causes multipliées des anciennes guerres générales. Le tems a consolidé ce grand ouvrage , & l'on n'entreprendra jamais de le détruire.

Permettons-nous une seconde supposition, très-différente de celle qui précède. Donnons, pour un instant, à la France cet amour excessif de la gloire, cette soif des conquêtes, qui firent la réputation & les malheurs du règne de Louis XIV. Auprès d'un Souverain trop ambitieux, se rassembleroient bientôt des Ministres, des Généraux, habiles pour lui fournir des projets, audacieux pour les exécuter. Un de ces Ministres, jaloux de seconder les intentions de son Maître, diroit aux Ministres assemblés pour l'écouter dans le Conseil de Vienne :

« Aucune Puissance, dans le continent ; ne
 » peut égaler maintenant les forces dont la Mai-
 » son d'Autriche dispose. Aucune Puissance n'en-
 » tretient, comme elle, un état de guerre de
 » trois cents cinquante mille soldats. L'Empereur
 » s'est allié avec les Etats du Midi, & avec ceux
 » du Nord, à la France & à la Russie ; sa force,
 » dont aucun Etat en particulier ne pourroit
 » détourner l'impulsion, restera-t elle oisive au
 » centre de l'Europe ? On n'entretient de grandes
 » armées que pour leur confier l'exécution de
 » grands projets ; & déjà la Russie, animée des
 » mêmes desirs que la France veut partager
 » avec vous, vous trace une route assurée vers
 » l'Orient, & vous promet la domination des
 » plus fertiles Provinces de l'Europe. La France

» ne les défendra plus ; sa convention de neu-
 » tralité , de — 56 , dont une nouvelle alliance
 » a resserré les nœuds , ne fut qu'une première
 » base , sur laquelle elle projette enfin d'élever
 » de plus nobles desseins. C'est maintenant une
 » convention hostile qu'elle vous propose. A
 » tout ce que vous pouvez , à tout ce que peut
 » la Russie , elle réunit tous ses moyens ; & nos
 » projets offensifs , confiés à sept ou huit ar-
 » mées , à sept ou huit cents mille soldats , n'au-
 » ront aucun obstacle à redouter. Craindrions-
 » nous , dans nos efforts communs , une ligue
 » Germanique , quand ses ressorts sont dispersés ,
 » & que vos Etats désunissent ceux des Princes
 » qui la composent ? Redouterions-nous la puis-
 » sance Prussienne , presque sans Alliés dans le
 » continent , & entourée de toutes nos armées ?
 » Redouterions-nous les Ottomans , que la Russie
 » seule a vaincus , & des Corps d'Hanovriens ,
 » de Hessois , d'Anglais , une armée combinée ,
 » gouvernée par des intérêts différens , & tou-
 » jours lente & indécise dans ses opérations ?
 » Craindrions-nous l'Angleterre même , dont
 » les forces , d'un genre différent de celui qui
 » soumettra des Provinces à votre domination ,
 » seront au moins balancées sur toutes les mers ,
 » par nos armées navales & celles de l'Espagne » ?
 Tels seroient les projets d'une ambition démé-

furée , qui n'auroit uni & excité les trois grandes Puissances de l'Europe , que pour les inviter , un jour , par les difficultés d'un partage injuste , à se livrer entr'elles de nouveaux combats. Loin de nous l'idée d'applaudir à un projet de destruction ! Et si nous présentons ici la possibilité de l'exécuter , ce n'est que dans l'intention de montrer avec plus d'évidence , ce que la France , par sa modération , doit se permettre , en considérant ce que , par l'injustice , elle auroit le pouvoir d'entreprendre.

Sous tous les points de vue , l'union de la France & de l'Empereur , utile seulement à ces deux Alliés quand l'ancien équilibre étoit affermi , devient indispensable sous le régime universel qui s'annonce ; & lors même qu'on voudroit prévoir des dangers éloignés , des changemens dans le systême actuel du Corps Germanique & de la Maison d'Autriche , il suffiroit encore de les appercevoir , de ne point les craindre , & de se préparer des moyens toujours existans pour en prévenir les effets.

Si la France ne resserroit pas , au moment actuel , ses liens avec la Maison d'Autriche , elle seroit au moins indifférente sur les desseins , de quelque nature qu'ils soient , que la Russie se propose , puisqu'il n'est plus possible de douter que ces desseins ne s'exécutent de concert avec

l'Empereur ; & par cette inaction , elle compromettrait indirectement son Allié principal ; elle continueroit d'être suspecte à la Turquie , sans avoir su regagner l'amitié de la Russie : ce qu'elle voudroit nommer circonspection , on le nommeroit timidité ; elle n'auroit plus d'amis sûrs & fidèles. Ses plus proches Alliés du Midi , craignant de ne plus recevoir ses secours , se garderoient bien de lui en accorder ; ils emploieroient , à son égard , la foiblesse qu'ils auroient cru lui appercevoir. Cependant , ses ennemis naturels lui resteroient ; & l'Angleterre essaieroit plus souvent contr'elle l'usage de sa force réelle & de sa force d'opinion.

Et puisque nous parlons d'opinion , quel seroit le malheur d'avoir risqué d'affoiblir celle d'un peuple si sensible à l'honneur , si fier des sentimens qu'il inspire ; d'un peuple qui chérit la gloire comme il chérit ses Souverains , & qui peut vaincre tous les obstacles lorsqu'aucun doute ne précède les ordres qu'il reçoit ?

Par la guerre même , si l'infortune des Nations veut qu'elle devienne nécessaire , & qu'une paix durable ne puisse s'établir que par elle , la France conservera dans ses déterminations les plus vigoureuses , ses principes d'une modération constante ; elle ne voudra demander , dans une distribution générale des avantages que ses Alliés se parta-

geront , que des possessions utiles à son Commerce , convenables à une balance maritime moins connue , moins recherchée que l'équilibre du continent , mais peut-être plus indispensable pour conserver , entre tous les Peuples , une distribution de fortune proportionnée à leur consistance & à leurs moyens.

Quand les sept Provinces-Unies préparoient les feux de la guerre civile , & que les partisans du Stadhouder & ceux du Patriotisme , se dispuoient la souveraineté , une troisième Puissance s'est montrée sur ce théâtre de confusion & de désordre. La France , témoin de ses desseins , ne s'y est point opposée : mais faut-il en être surpris ? Ses principes de justice ont dû se refuser à des précautions prématurées ; elle n'a pas voulu prévenir une injustice en la commettant , & violer elle-même le droit des Nations , en parlant de le maintenir. Si cette conduite franche & modérée anéantit son dernier Traité avec les Provinces - Unies ; si elle lui fait perdre un Allié , elle lui vaudra des amis ; le respect qu'on aura pour son équité , la sauvera des dangers d'une confiance qu'elle a dû avoir , & dont elle ne se repentira jamais. Il est donc vrai que la France , sans perdre aucun des moyens d'exercer , quand elle le jugera convenable , un ressentiment légitime , a déjà rempli le premier des devoirs ; celui d'être juste. On

On conviendra que les Traités entre les Nations , c'est-à-dire , les conventions qu'on fait pour elles , ne se maintiennent ordinairement que par l'intérêt qu'on a de les conserver ; mais on ne se permet pas d'y renoncer sans colorer les changemens d'intentions par quelques prétextes spécieux ; on se dément avec décence , & l'on ne se détermine à être injuste , qu'après s'être efforcé de prouver , bien ou mal , qu'on ne l'est point. Le Cabinet de Berlin a voulu interpréter , à main armée , les pouvoirs de la constitution Hollandaise ; il manquoit de prétexte direct , & il s'est servi d'un prétexte étranger dans le fait existant : car l'insulte personnelle dont il s'est plaint , n'avoit rien de commun avec les droits de la République , les entreprises d'un Stadhouder , l'accomplissement d'un Traité avec la France. Cependant , le Roi de Prusse a pu dire , & il a dit en effet , qu'il n'avoit pas d'autre projet que d'obtenir la réparation d'une insulte. La Cour de Versailles n'avoit pas un prétexte semblable pour se livrer à des résolutions hostiles. On lui demande sa médiation , elle l'accorde ; on lui demande des soldats , elle les refuse. A quel pouvoir les auroit-elle accordés ? aux seuls véritables pouvoirs , ceux de l'Union d'Utrecht , de l'accord des sept Provinces. Cette Union, constituant seule la République entière , n'existoit plus.

Auroit-on cru voir la République dans la majorité des Etats-Généraux ? Cette majorité s'est trouvée , tour-à-tour , conforme à la volonté du Stadhouder , indécise par le partage des voix , & même , dans quelques instans , favorable aux desseins des Patriotes. La République n'ayant plus d'existence déterminée , ses Traités demeureroient aussi nuls qu'elle-même ; & c'étoit à des Etats légalement constitués , & non à des factions qui se disputoient le pouvoir souverain, que la France devoit l'appui de ses armes. Un Etat , sous quelque point de vue qu'on l'apperçoive , ne doit point changer l'essence de la souveraineté des Puissances qui lui sont alliées ; il usurperoit un pouvoir qu'il n'a que le droit de défendre.

Dans la supposition , très-peu vraisemblable , que l'Empereur auroit hésité de partager le ressentiment de la France , & de profiter de l'occasion heureuse qui lui est offerte , d'être à la fois équitable & intéressé , les troupes qui bordent l'Alsace , la Lorraine , le pays Messin , la Flandre , l'Artois , n'auroient-elles pas suffi pour rappeler hors des limites de la Hollande , vingt mille Prussiens envoyés des bords de la Sprée , forcés de devoir leur subsistance au pays dont ils s'annoncent les protecteurs ; ou de la demander à de petits Etats enclavés entre le Rhin

& la Meuse , & qui se trouveroient bientôt dans l'impuissance de l'accorder ?

Tous les plans que le Gouvernement français peut concevoir & exécuter dans les circonstances actuelles , ne sont-ils pas à son usage ? Il pouvoit , dit-on , prévenir les desseins des Cabinets de Londres & de Berlin , empêcher l'approche des corps Prussiens , défendre l'entrée de la Hollande , & réduire le Stadhouder à aller au loin solliciter d'inutiles secours. Mais la France auroit provoqué des hostilités dont elle ne devoit pas même admettre la possibilité ; & elle ne doit s'occuper maintenant que des mesures prudentes & fermes qu'il lui convient d'adopter.

Si la voix publique dictoit les déterminations ; si les Corps politiques , qui doivent se trouver , dans tous les événemens , inaccessibles aux passions , pouvoient s'abandonner , comme les membres qui les composent , aux résolutions d'un premier mouvement , on auroit appris que des ordres les plus prompts auroient ouvert la route des pays de Limbourg & de Juliers ; que cinquante mille Français , promptement rassemblés , auroient avancé leur droite entre Dusseldorf & Wésel , & appuyé leur gauche entre Ruremonde & Venlo ; que par ce premier dispositif , dont quelques marches auroient assuré

l'exécution , tout le terrain entre le Rhin & la Meuse , feroit en leur pouvoir ; que la communication la plus directe des troupes Prussiennes , qui ont pénétré jusques aux portes d'Amsterdam , feroit interrompue ; que la division qui est entrée sur les terres de la Hollande , & celle qu'on y destinoit , n'auroient aucun moyen de se rejoindre ; que des corps de troupes & des retranchemens distribués sur la rive droite de la Meuse , en défendroient le passage aux Prussiens , lorsqu'ils voudroient revenir sur Wesel pour s'y rassembler en corps d'armée ; qu'enfin , dans le court intervalle de tems qui auroit été nécessaire à l'exécution de la première partie de ce plan hostile , les troupes de l'Alsace & de la Lorraine , auroient formé une seconde division pour remplacer la première. Celle-ci se feroit avancée dans la Principauté de Meurs , dans toute la Gueldre prussienne ; elle y auroit mis à contribution les petits Etats morcelés que le Roi de Prusse y possède. La communication des deux corps Prussiens, auroit été, alors , totalement coupée ; la première division Française , servant d'armée d'observation , auroit couvert avec sûreté les troupes de la Lorraine & de l'Alsace , employées au blocus de Wésel ; & le siège de cette Place , que le feu Roi de Prusse a réduite à une simple enceinte , feroit la première expédition résolue pour le printems prochain.

Ce plan , dicté par l'impatience ; ce plan , auquel une infinité de détails concernant les Vivres , les Fourrages , les Hôpitaux , l'Artillerie , auroient dû nécessairement correspondre , se seroit vu soumis à des lenteurs indispensables , & combattu par des difficultés que le premier coup-d'œil n'apperçoit point , & que l'honneur & le courage seuls ne peuvent point applanir. D'autres objections du plus grand poids , ont également mérité la plus sérieuse attention ; elles ont modéré la chaleur d'un ressentiment que le Gouvernement partage , sans doute , avec la nation , & qu'il entreprendroit de lui inspirer , s'il n'en connoissoit pas l'existence & le prix.

Le système politique de la France , n'est pas renfermé dans les seules limites de ses Provinces , & son intérêt , indépendant , n'est pas le seul moteur de ses résolutions. Il convient à la France de confier ses projets à des Alliés intéressés , comme elle , à réprimer les efforts des démarches ambitieuses , à étouffer les premières étincelles d'un incendie , dont on ne pourroit plus arrêter les progrès lorsqu'il se seroit étendu loin du foyer de sa naissance. C'est avec l'Empereur sur-tout , qui peut se promettre de grands avantages des erreurs de la politique du Successeur de Frédéric , qu'elle a dû concerter ses desseins : c'est à l'Espagne qu'elle a dû les commu-

niquer, pour convenir avec cette Alliée inséparable, des plans maritimes qu'il leur convenoit d'adopter.

Ces plans demandoient les premiers soins de la France; & celui de défendre ses colonies d'Amérique, l'Inde & son commerce, devoient précéder des invasions territoriales, dont les apprêts pouvoient se différer sans inconvénient. Qu'un Souverain place son audace où ses moyens physiques ne lui suffiroient pas; qu'il étonne au lieu de persuader; que Frédéric, par sa hardiesse, se soit assuré à Pirna les succès de toute sa guerre de — 56; que le Roi de Prusse régnaient veuille l'imiter à Amsterdam, de semblables entreprises ne conviennent point à la France: c'est avec plus d'examen & de dignité; c'est avec une sûreté plus évidente qu'elle doit concerter ses démarches.

Nous terminerions ici cette Lettre, assez étendue pour l'objet que nous traitons, lorsque tant d'autres sujets s'offrent à la correspondance que nous nous sommes promise; mais on nous fait une objection; c'est de notre confiance même qu'elle est née, & elle a acquis dans les Cabinets de plusieurs Souverains, une confiance qui doit étonner. Nous n'avons pas besoin de la dissimuler. « La France, a-t-on dit, a avoué son impuissance; la publicité de ses aveux a décou-

» ragé son peuple & enhardi ses ennemis. Elle
 » n'est point en état de soutenir la guerre ; l'ar-
 » gent manque à ses projets ». Le croira-t-on ?
 c'est l'Angleterre qui veut donner un corps à cette
 chimère ; l'Angleterre, écrasée sous les impôts ;
 l'Angleterre, insolvable, & riche seulement d'un
 crédit imaginaire, d'un crédit d'opinion, qu'une
 opinion plus vraie peut détruire en un moment.
 Elle semble vouloir ignorer que ses Sujets se
 partagent entre huit ou neuf millions d'individus,
 le poids insoutenable d'une dette plus considé-
 rable que celle dont les intérêts sont assurés,
 non sur les dons variables d'un commerce que
 tous les peuples ont le droit de réclamer, mais
 sur les bienfaits permanens d'un territoire fertile
 & étendu. C'est en Angleterre uniquement où
 les jouissances ne se fondent que sur les biens
 qu'on se promet, où l'insolvabilité se cache sous
 les dehors d'un faste imposant, & ne se déguise
 que par l'agiotage d'un papier-monnaie, dont
 aucun numéraire suffisant ne garantit la valeur.

L'argent peut manquer à l'Etat le plus riche,
 quand une surveillance attentive n'en dirige pas
 le cours ; mais si l'Etat est riche en effet, l'ar-
 gent ne manque point à la destination que l'hon-
 neur lui prescrit. Dans une crise imprévue, les
 impôts, le crédit, peuvent se refuser au Gou-
 vernement qui les sollicite ; l'Etat est alors plus

pauvre accidentellement : mais c'est par ces mêmes refus , qui le gênent , que la nation est essentiellement plus opulente de la vraie richesse , qui est seule réelle , de sa terre , de ses productions abondantes , qui se renouvellent sans fin , & dont la concurrence des Nations lui assure le débit ; de son numéraire , qui ne s'écoule plus dans des canaux obscurs , qui se renferme pour se conserver , & que l'on retrouve tout entier dès que l'honneur national en désigne l'usage.

Le Gouvernement français se plaignit une fois du besoin d'un moment ; les habitans d'une ville immense renoncèrent volontairement au luxe de leurs tables , & portèrent des monceaux d'argent au Trésor de l'Etat. Il voulut une autre fois réparer promptement sa Marine , & des Corps-de-Ville , de simples particuliers , construisirent , armèrent des vaisseaux. La France ne dispose-t-elle pas de plus de la moitié du numéraire de l'Europe ? N'a-t-elle pas vingt-quatre millions d'habitans , les trésors d'un terrain productif , des ports & des escadres , des matelots classés , & que n'enchaîne pas la rigueur de la presse ; une infanterie , une milice de quatre-vingt mille hommes pour la recruter ? Et ne recèle-t-elle pas dans son sein le peuple de la terre le plus industrieux & le plus sensible à l'honneur ? Vingt phrases d'un Edit que le senti-
ment

ment & la persuasion auroient dictés , invoqueroient cet honneur public , qui ne trompa jamais la confiance du Gouvernement ; & la richesse , comme le sang des Sujets , se prodigueroient au-devant des besoins d'une défense légitime. Etre riche ou pauvre , n'est , pour une Monarchie aussi puissante que la France , qu'un état accidentel de la confiance qui se donne ou se refuse , & dont les refus n'auroient jamais rien d'alarmant , puisqu'ils ne produiroient qu'un emploi plus circonspéct & plus favorable d'une richesse réelle.

Dans un Royaume comme la France , le moment où des emprunts publics ne seroient point remplis , où le moindre impôt nouveau paroîtroit accablant , où le crédit sembleroit s'anéantir , ne peut jamais avoir qu'une courte durée , parce que la circulation de la richesse numéraire s'arrête alors ; que cette richesse , dans un état de stagnation , ne circulant plus , devient presque inutile dans les mains de ceux qui la partagent , & que , par ce mouvement général , qui sollicite chacun en particulier de jouir des biens dont il dispose , la circulation renaît bientôt ; les besoins de ceux qui veulent emprunter , reprennent promptement la faculté de se satisfaire ; l'avantage de rendre à l'argent oisif le prix que son cours lui procure , rend au Public & à l'Etat , qui fait s'associer à sa fortune , la confiance & le crédit qui leur sont nécessaires.

Que les Ennemis de la France cessent donc de vouloir fonder leur injuste politique & leurs desseins de guerre , sur la persuasion d'une impuissance , qui n'a aucune réalité (*).

Je suis , &c.

(*) Tous les Papiers publics anglais , exposent l'opinion de la plus grande partie de la nation dans les circonstances présentes. L'Angleterre , disent-ils , voudroit la paix pour conserver les avantages infinis que son dernier Traité de commerce lui procure ; elle est persuadée que , par la raison contraire , la France voudroit la guerre. Les Anglais instruits , ne croient point que la situation des finances de la France , la mette dans l'impossibilité de soutenir son honneur & ses droits ; ils ont trop de bon sens pour croire cette situation désespérée. Ils savent que son système a été défectueux , que l'économie peut en réparer promptement les défauts , & lui donner sans peine des moyens très-supérieurs à ceux dont ils disposent.

Nous citerons littéralement un des derniers paragraphes du *Morning Herald* , du 2 de ce mois.

The best informed men in this Country are far from subscribing to the popular opinion that the finances of France are so miserably deranged as to make it desperate in them to go to war. Their finances are deranged undoubtedly , but not to the extent which we are fond to imagine ; and they have resources of the most flattering Kind ; Their system has for some time been false , and the defalcations enormous ; but they require only a strong measure Connected with practicable economies to place them in a state of capacity dread fully superior to ourselves.



LETTRE QUATRIEME.

Le 30 Octobre 1787.

LORSQUE la France, sous un ancien régime, qu'on a heureusement proscrit, livroit ses revenus à une foule de Financiers qui consentoient à les partager avec elle, & à lui rendre, dans les momens où ses besoins devenoient plus pressans, quelques portions de sa propre richesse, la France, alors, ne jouissoit que de la moitié de son revenu, & fournissoit, si l'on peut s'exprimer ainsi, à l'entretien de deux Souverainetés distinctes, celle du Gouvernement, qui devoit la favoriser, & celle des Financiers, qui n'auroient pas dû l'opprimer. Cependant, sous ce régime vicieux d'administration, la France a pu conduire & soutenir constamment de grandes entreprises.

Ce système de finance a été remplacé par celui du Crédit public, être moral, qui, selon ses diverses acceptions, produit les plus grands biens & les plus grands maux. Quand la confiance s'établit sans efforts & sans abus; qu'elle s'établit sur une richesse agricole; qu'elle s'augmente progressivement par des travaux utiles, qu'elle

est modérée , & qu'elle s'offre d'elle-même sans qu'on la recherche , & dans les seules occasions où son usage est convenable , le crédit qu'elle produit , est le bien le plus prospère dont un grand Etat puisse jouir.

Mais quand le crédit ne facilite que l'abus des emprunts , l'ignorance & les écarts de quelques Administrateurs , des demandes qui se multiplient en proportion de ce qu'elles sont plus souvent satisfaites , & que des dissipations prennent fréquemment la place de la retenue & de l'ordre , ce crédit s'évanouit comme une ivresse passagère , & n'est suivi , parce que les excès se touchent , que d'une méfiance exagérée.

Dans le nombre des maux que la France a éprouvés , & qu'elle peut reprocher à l'Angleterre , n'oublions pas de compter le desir qu'elle a eu de l'imiter , de vouloir se servir , sous les pouvoirs de la constitution qui lui est propre , des ressorts empruntés qui lui sont étrangers , & de se refuser les moyens qu'elle a à sa disposition , pour faire usage de ceux qui ne peuvent pas lui convenir.

Du crédit est né l'agiotage ; & s'il nous est permis une seule fois de nous servir d'une sorte de comparaison , l'agiotage est un enfant pervers , & d'une avidité insatiable , qu'on ne fait comment chasser de la maison paternelle , & qui détruit

tous les bienfaits dont on auroit pu être redevable à l'auteur de son existence. Paris, qui ne commerce point comme Londres, a absorbé les capitaux destinés aux Ports de mer, & plus sûrement encore à multiplier les productions du sol. Les engagements par écrit auroient pu doubler, dans les Provinces, le numéraire effectif; ils n'ont plus servi que dans la Capitale, aux pernicioeux desseins de tromper par un agiotage adroit & coupable. Voilà les deux tableaux ressemblans des maux que la France a éprouvés sous le régime de la Finance, & sous celui d'un crédit trompeur. Mais ces maux ne sont réellement que des méprises passagères & de faux apperçus; & la jalousie de ses ennemis, qui les croit irréparables, ne la privera jamais de la fertilité de ses terres, de la richesse & du goût de ses Manufactures, de la faveur de sa balance maritime, de son immense numéraire; enfin, des revenus annuels, de plus de cinq cents millions, qui armeront ses flottes, & soudoieront ses armées.

On a donc employé successivement deux moyens de soutenir la France dans sa splendeur, ou de prévenir ses détresses après des guerres longues & dispendieuses, & ces deux moyens ont été également erronés: mais le premier, du moins, n'avoit que des inconvéniens connus. L'avidité des anciens Financiers, quelque excessive qu'elle fût, recon-

noissoit des limites , que l'opinion publique leur opposoit quelquefois. Le second moyen , sous de spécieux prétextes , a été plus séduisant & plus dangereux ; il a produit les maux que nous éprouvons , & dont nos ennemis se glorifient beaucoup plus qu'ils ne le devroient.

Ces maux n'auront plus qu'un moment de durée ; ils vont disparoître sous les loix d'un troisième régime , qu'on a long-tems désiré , & dont la résistance des intérêts particuliers , a toujours éloigné les bienfaits. Ce régime , si naturel , qui maintient la solidité de l'édifice , qui en répare les défauts , & en prévient la vétusté , n'est pas au nombre de ces projets qui en dénaturent les formes , & en ébranlent les fondemens. La main assurée qui soutient , au moment présent , l'édifice de notre Administration , éloignera avec prudence ces Architectes de plans généraux , qui veulent briser à la fois tous les ressorts connus , pour en substituer de nouveaux ; qui prétendent asservir toutes les parties d'un Etat , à la solution d'un problème unique , à la théorie uniforme d'une administration qui n'est , au contraire , dans l'Etat , que pour en lier les parties , & se prêter , avec des modifications & une étude réfléchie , aux différences locales , aux variétés du climat , aux institutions anciennes , aux privilèges , aux habitudes même , qui distinguent

Les Provinces d'un grand Empire. Ce régime defiré , est celui de l'économie ; il embrasse tous les détails , & peut souffrir cependant , non de nombreuses , mais de grandes exceptions , quand la gloire nationale & la dignité de l'Etat l'exigent. La parcimonie naît de la prodigalité ; on ne peut dépenser noblement, ce qu'on a déjà follement dissipé ; on est forcé d'être avare , parce qu'on fut prodigue ; ce dernier défaut nécessite le premier : l'ordre seul épargne , enrichit , & dépense à propos.

L'économie n'est point l'épargne d'un instant , mais le calcul de plusieurs années , & le résultat d'un plan suivi. Elle peut avoir l'air de l'abandon , lorsqu'elle a le plus de prévoyance , & qu'une générosité adroite prévient des dons trop multipliés. Cette maxime s'applique à la guerre , & sur-tout à la guerre maritime. Qu'on la commence avec des moyens grands & dispendieux ; qu'à son début rapide on double les armemens , elle sera moins meurtrière , plutôt terminée , & elle exigera de moindres dépenses dans la totalité de sa durée.

L'économie ne doit rien enlever au faste décent de la Royauté , des Ministres , des Généraux , des premiers Magistrats , qui la représentent , qu'ils méritent une vénération réfléchie , & qu'ils

fixent encore, autour d'eux, cette autre sorte de respect qu'on accorde, presqu'involontairement, aux apparences. En s'élevant ainsi par des dehors imposans, ils élèveront le trône, qui est immédiatement au-dessus d'eux, & la Nation entière, qu'ils rapprocheront de la hauteur qu'ils se seront prescrite; ils dissiperont, par l'exemple de leurs actions nobles & désintéressées, les nuages obscurs que voudroient répandre devant eux les sollicitateurs qui les environnent.

Ce régime du moment présent, celui de la nécessité & du génie du Ministre, qui conduit aujourd'hui le timon de l'Etat, demande, sans doute, quelques sacrifices particuliers. Une main habile sonde des plaies vives & profondes; un cri de douleur répond à sa cruauté bienfaisante; ce cri devient bientôt celui de la reconnoissance pour le bienfait d'une santé inaltérable.

Le régime salutaire, qui s'établit, consiste à mettre les dépenses au niveau de la recette, à n'employer dans chaque partie laborieuse de l'Administration que le nombre d'ouvriers qui y sont nécessaires; à placer les récompenses de l'amour propre & de l'honneur, qui élèvent une Nation par-tout où elles peuvent tenir lieu de l'intérêt, qui contribueroit à l'avilir; à proportionner les dons aux travaux qui les méritent & aux besoins de ceux qui les reçoivent; à ne point employer

ces

ces officieux oisifs , ces intrigans illustres , qui comptent leurs titres & leurs promesses au rang des talens & des services ; à consentir que chaque Province , par sa manutention intérieure & économe , leve moins d'impôts & donne plus de revenus ; à favoriser l'Agriculture , car ses produits sont lents , mais ils sont assurés ; à protéger ostensiblement le commerce , en lui laissant tout le secret de ses combinaisons ; à payer les dépenses où la recette se fait ; à entretenir , pendant la paix , les Arsenaux de la marine , & l'armée sous des institutions toujours semblables à celles qu'elle doit avoir pendant la guerre , & que les corps divers qui la composent veillent à leur entretien dans le même tems qu'on surveille leur exactitude.... Bientôt , par ce régime économe & généreux , la France , comme dans ses plus beaux jours de gloire & de bonheur , reprendra toutes ses espérances , & ses ennemis perdront une partie de leur présomption.

C'est de cette maniere que nous rassemblions un petit nombre de ces preuves simples & vraies , que la persuasion emploie sans recherche & sans art , lorsqu'on nous annonça la visite d'un Anglais instruit de la situation de son pays ; il lut ce que nous venions d'écrire , & répondit à notre confiance par de nouvelles objections sur la balance des avantages des deux

Nations rivales, dignes d'être amies, & qui le feroient devenues, depuis long-tems, si l'une des deux avoit pu renoncer à la fausse idée de sa supériorité, & que l'autre, avec un abandon moins complaisant, eût voulu apprécier ce qu'elle vaut. Nous abrégeons les résultats de notre conversation.

« Un Anglais aime naturellement ce qui est
 » équitable ; mais votre Gouvernement ne vous
 » a souvent défendu ou soutenu que par
 » des injustices. Lord Chatam, cet homme célè-
 » bre, osa l'avouer, lorsque pressé par le reproche
 » d'injustice dont se servoit fréquemment l'Am-
 » bassadeur qui lui parloit, & obéissant, comme
 » malgré lui, à cet instinct que les grands hom-
 » mes ont assez souvent de ne se ressouvenir que
 » de ce que la nature les a faits, & d'oublier les
 » rôles empruntés que leur situation exige, dit
 » avec vérité : *Si l'Angleterre avoit voulu être*
 » *juste, il y a long-tems qu'elle n'existeroit*
 » *plus.*

« Ses dernières déterminations sont du nombre
 » de ces injustices politiques, que votre Gouver-
 » nement nomma quelque fois *Raisons d'Etat*: repla-
 » çons-nous, pour les connoître, au moment qui
 » précéda l'éclat des troubles de la Hollande.
 » Qu'étiez-vous dans l'Inde ? Les dominateurs d'une
 » contrée où le commerce vous avoit appellés ;

» vous y avez changé vos comptoirs subordonnés
 » en de vastes établissemens souverains; vous y avez
 » fans cesse promené , par des spéculations étu-
 » diées , au milieu d'un peuple indolent & timide ,
 » une abondance nuisible ou une misere affreuse ,
 » afin que le travail d'une main-d'œuvre étran-
 » gere diminuât ou augmentât ses prix à votre vo-
 » lonté ; vous avez unis , divisés , des Nababs sou-
 » mis ou révoltés , & vous avez allumé des guerres
 » interminables chez le peuple de la terre le plus
 » tranquille ; vous avez voulu étendre votre do-
 » mination sur une surface immense , & prélever
 » un grand revenu territorial sur des Nations en-
 » gourdiées , & sur des terres , dont aucun titre ne
 » vous assuroit la propriété. Ce ne sont point là
 » les desseins de la France , vous le savez ; elle
 » voudroit que l'Inde fût une patrie commune ,
 » où voyageroient tous les commercans de l'Eu-
 » rope , où toutes les Puissances guerrieres du
 » Continent pourroient avoir des comptoirs ou-
 » verts , & quelques portions d'un commerce qui
 » serviroit à alimenter leurs armées d'Europe.
 » En admettant tous les Etats à un partage des
 » bienfaits du commerce de l'Inde , proportionné
 » à leurs positions locales , à la nature & à la quan-
 » tité des matieres premières qu'ils peuvent four-
 » nir , la France se réserveroit , même sans le
 » vouloir , tous les avantages qu'elle doit à la

» situation de ses Ports, à la fertilité de son sol,
 » à son industrie & à sa population; elle favori-
 » seroit des concurrens & n'auroit point de
 » vrais rivaux; elle jouiroit, sans crainte, des
 » biens que la nature lui prodigua; & les corres-
 » pondances de l'Europe avec l'Asie seroient mul-
 » pliées. L'Inde ne seroit plus un théâtre conti-
 » nuel de famines & de dévastations; & l'un des
 » plus grands motifs de rivalité parmi les Puissan-
 » ces européennes n'existeroit plus. Tels seroient
 » les effets certains de la prépondérance de la
 » France dans le commerce de l'Inde; & vous
 » n'ignorez pas ce qu'ont produit, ce que produiront
 » sans cesse, dans ces régions éloignées, les desirs
 » sans bornes de l'Angleterre, quand elle y veut
 » augmenter ses possessions, & y appesantir le
 » despotisme qu'elle y exerce. Selon cet exposé
 » fidelle, qui mérite le mieux de la France ou de
 » l'Angleterre le vœu des Nations, leur alliance
 » & leur amour?

» Votre Empire sur les Princes de l'Inde &
 » leur vassalité vous procurent tous les assorti-
 » mens, tous les moyens d'avoir en Afrique une
 » Traite presque exclusive, lorsque des Compa-
 » gnies opulentes s'assurent dans Londres à l'appui
 » de leurs riches capitaux, les achats & les trans-
 » ports des Esclaves destinés à donner une pro-
 » duction utile aux terres de l'Amérique. Les Nè-

» gres font , pour cette contrée , une matiere
 » premiere que vous accaparez sur le sol même
 » qui l'a produit ; & les terres Américaines sont
 » stériles ou produisent d'abondantes moissons ,
 » selon que vos spéculations le permettent. Lors-
 » que la France veut vous interdire l'usage de ces
 » moyens , elle ne peut point avoir le but de se
 » les approprier ; elle ne veut qu'augmenter ses
 » cultures , en multipliant ses ressources aratoi-
 » res , ses productions , & par une suite nécessaire ,
 » l'abondance des denrées dans tous les marchés de
 » l'Europe. Sous ce second point de vue , qui de
 » la France ou de vous a des projets plus favora-
 » bles pour la richesse proportionnelle & le bon-
 » heur de tous les peuples ?

» Vous imposiez à l'Amérique des loix prohi-
 » bitives ; un vaste développement de six cents
 » lieues de côtes , étoit asservi à une seule Ville
 » de l'Europe ; vous étendiez des chaînes sur une
 » grande partie du globe , & vous ravissiez au peuple
 » de l'Amérique jusqu'aux apparences d'une liberté
 » qu'il devoit partager avec vous par le droit de
 » son origine ; vous ne vouliez point le contenir &
 » vous l'attacher par de justes bienfaits , & vous
 » entreprîtes de le soumettre par les armes : il
 » s'affranchit du joug de vos loix parlementaires ,
 » comme l'Europe entiere doit se soustraire aux
 » projets de votre politique de commerce , & vous

» opposer de toutes parts des réglemens prohibi-
 » tifs, qui vous renfermeront dans les justes li-
 » mites que votre situation locale, votre popu-
 » lation bornée, & la nature des productions de
 » vos terres doivent vous prescrire, pour que tous
 » les peuples jouissent, sans votre aveu, des avan-
 » tages qui leur sont particuliers. Tel est le vœu
 » de la France; & son desir ne peut point être
 » suspect, puisqu'en appelant toutes les Nations
 » à un partage proportionnel, rien ne peut la pri-
 » ver de ses ressources individuelles; elle jouira
 » de ses propres facultés sans nuire à des États
 » indépendans; sa prospérité ne fera point le
 » malheur des autres peuples; tandis que vous ne
 » pouvez vous enrichir qu'en vous appropriant
 » les produits des facultés que la nature vous avoit
 » refusées. Sous ce troisieme aspect, ce n'est
 » plus la France seule qui doit prévenir vos des-
 » seins; tous les États ont le même intérêt que
 » votre commerce soit limité, & que vous ne
 » disposiez plus à leurs dépens, de cette portion
 » essentielle de leur souveraineté.

» En Asie, en Afrique, en Amérique; par-
 » tout, on vous a vu semblables à vous-mêmes,
 » toujours avides d'une sorte d'usurpation d'au-
 » tant plus dangereuse qu'elle n'effraye point par
 » des démonstrations sévères, qu'elle ne se mon-
 » tre, le plus souvent, que comme le fruit de

» l'industrie , & même, comme la récompense des
 » bienfaits que vous accordez. Ce genre d'usurpa-
 » tion est d'autant plus nuisible à tous les Etats ,
 » qu'il établit la suprême domination, celle des
 » richesses, ce pouvoir de l'opulence qui soudoye
 » des alliés, intimide des ennemis, & prescrit,
 » à sa volonté, la durée de la paix & de la guerre.
 » C'est en Europe où le dernier résultat de vos
 » combinaisons vient aboutir; & c'est sur ce grand
 » théâtre, sur-tout, où votre politique a voulu
 » prescrire des loix, selon les caractères, les fa-
 » cultés & les méprises de toutes les Puissances.
 » Le Portugal a été de tous les Etats celui que
 » vous avez mis le plus ouvertement sous votre dé-
 » pendance. Les vaisseaux de votre commerce
 » remplissoient le Tage, & vous apportoit dans
 » la Tamise tous les trésors du Bresil; vous les
 » transportiez dans l'Inde; ils revenoient en Afri-
 » que & en Amérique sous des changemens de
 » formes continuels, & grossis dans leurs Cours,
 » ils refluoiént enfin dans votre Cité commerçante.
 » C'est-là que s'établissoit un partage immense
 » entre votre Gouvernement, qui payoit l'indul-
 » gence de ses alliés ou le silence de ses ennemis,
 » & vos commerçans, dont les spéculations aug-
 » mentoient continuellement le nombre & la
 » valeur de leurs capitaux. Le Portugal essaya,
 » plusieurs fois de reprendre son indépendance;

» le Traité de *Mexuen* l'assujettit de nouveau ;
 » & , depuis l'époque de cet assujettissement , des
 » efforts , que détruisoient l'habitude & l'indo-
 » lence Portugaise , furent toujours inutiles.

» Le commerce de l'Espagne vous fut égale-
 » ment soumis , quoique d'une manière moins
 » apparente & moins impérieuse de votre part ; vous
 » n'alliez point dans ses Ports alimenter les besoins
 » d'un peuple qui ouvrit autrefois toutes les routes
 » du commerce , & qui fut le premier conquérant
 » des régions qui vous ont enrichis ; sa fierté na-
 » turelle paroissoit s'opposer à cette humiliation ,
 » quand ses faux calculs le soumettoient réelle-
 » ment à l'adresse de ceux que vous dirigiez contre
 » ses intérêts. Le Mexique & l'Inde auroient fait
 » sa richesse , & c'est dans l'Inde même que vous
 » en avez arrêté le cours. Le Traité de l'*Affiente*
 » vous donnoit le pouvoir d'approvisionner , pres-
 » que exclusivement , ses vastes possessions loin-
 » taines , & vous rapportiez chez vous , en retours
 » indispensables , les produits de ces régions ,
 » & une grande partie de l'argent du Mexique.
 » Les terres de l'Espagne restoient incultes ; elle
 » ne manufacturoit point la superbe laine de ses
 » troupeaux ; & elle n'a point cessé de payer , à
 » des fabricans étrangers , le prix que leur in-
 » dustrie ajoutoit à ses productions.

» L'Italie , qui avoit été si long-tems le centre
 » de

» de tous les commerces , avoit vu ses Ports
 » désertés. Gènes , Venise , dont les richesses
 » avoient égalé la force politique à celle de toutes
 » les grandes Puissances de l'Europe unies pour
 » l'opprimer , ne furent plus comptées au nom-
 » bre des Puissances commerçantes , quand les
 » villes Anséatiques s'élevèrent sur leur ruine ,
 » quand Anvers devint l'Entrepôt de tous les
 » échanges. Mais cette association des Villes de
 » l'Allemagne fut détruite , & ces trésors d'An-
 » vers , partagés d'abord dans le Texel & la
 » Tamise , se réunirent , en plus grande partie ,
 » par une gradation assurée , dans les Ports de
 » l'Angleterre. Ce qu'il fut possible à la Hollande
 » de conserver de ce partage d'un commerce
 » général , ne servit qu'à procurer de nouvelles
 » richesses à l'Angleterre , parce que les Hollan-
 » dais placèrent dans les Banques de Londres ,
 » une partie des nouveaux capitaux qu'ils acqué-
 » roient journellement. C'est ainsi que ces Répu-
 » blicains trop avides , pour obtenir de plus
 » forts intérêts des capitaux surabondans que
 » leur commerce ne pouvoit point employer ,
 » contribuèrent puissamment au soutien de votre
 » crédit , & aux progrès d'un commerce qui s'éle-
 » voit sur les ruines de celui qui sembloit devoir
 » leur appartenir. Cette considération fut prin-
 » cipalement celle qui engagea la République à

» séparer ses intérêts des vôtres , & à s'unir à
 » la France , dont les projets n'étoient point
 » exclusifs.

» Vous aviez voulu envahir tous les commer-
 » ces, toutes les pêcheries du Nord , quand la
 » Suède, le Danemarck & la Russie s'unirent
 » par un traité, dans l'objet d'interdire à vos
 » Vaisseaux de guerre, l'entrée de la Baltique.
 » Mais parmi les Navires colporteurs qui, sous
 » le canon des Suédois & des Danois, traversent
 » encore annuellement le Sund, le pavillon de
 » l'Angleterre domine par le nombre & l'afforti-
 » ment des cargaisons.

» Votre jalouse prévoyance ne s'est point arrêtée
 » sur les principales branches des commerces
 » généraux ; elle les a toutes surveillées dans les
 » moindres détails ; elle s'est opposée aux moindres
 » profits desirés par des Puissances du continent.
 » Quand l'Impératrice Reine voulut se procurer
 » par Ostende , quelques foibles portions dans le
 » commerce de l'Inde , ce ne fut pas la France ,
 » ennemie alors de la Maison d'Autriche , qui s'y
 » opposa ; elle étoit trop équitable pour fermer
 » à l'industrie de quelque Peuple que ce fût ,
 » des rades & des ports qui ne lui appartenoient
 » point ; & ce qui est très-remarquable , ce fut
 » l'alliée même de Marie-Thérèse , l'Angleterre ,
 » qui lui donnoit des subsides & des Armées, qui

» s'opposa à ce foible essai maritime, & qui exigea
 » l'anéantissement de la Compagnie d'Ostende.
 » Le Roi de Prusse fut pareillement obligé d'in-
 » terrompre les progrès d'un établissement pres-
 » que ignoré dans un coin de l'Oost-Frise, & de
 » dissoudre la Compagnie qu'il avoit formée à
 » Embden.

» Parmi toutes les Nations que l'Angleterre
 » considéra comme ennemies de son commerce,
 » une seule mérita un instant le bonheur de sa
 » protection maritime. Vous donnâtes des secours
 » à la Russie, & des facilités pour vaincre les
 » flottes Turques aux Dardanelles; mais ce bien-
 » fait même décela vos vues, constamment inté-
 » ressées. Depuis que Pierre - le - Grand eut
 » construit la premiere chaloupe Russe dans les
 » chantiers de Sardam, la Russie n'avoit jamais
 » perdu de vue son projet de dominer dans la
 » mer noire, & de partager le commerce du
 » Levant. Servir cette Puissance, c'étoit nuire à
 » la France dans les mers du Midi; & vos faveurs
 » n'étoient qu'une vengeance. La France, qui ne
 » craint nulle part, mais dans ses mers sur-tout,
 » un partage qu'elle desire, au contraire, & s'il
 » le faut dire naturellement, qu'elle ne peut ac-
 » corder qu'à vos dépens, qu'en diminuant votre
 » immense prépondérance, s'est unie, par un
 » traité de commerce, à la Cour de Pétersbourg;

» & cette Cour, que vous protégez sur les mers
 » quand vous imaginiez qu'elle pouvoit nuire à
 » la France, vous est devenue suspecte; & vous
 » êtes à la veille de la considérer comme votre
 » ennemie, sans avoir d'autres motifs que votre
 » crainte de quelques avantages maritimes qu'elle
 » ose se promettre quand vous ambitionnez de
 » les posséder tous.

» Ainsi, de quelque côté que l'imagination
 » veuille s'arrêter, d'un pôle à l'autre, dans
 » l'univers entier, nous ne pouvons pas nommer
 » un seul coin de terre qui n'ait reçu l'empreinte
 » des desirs de votre Gouvernement. Com-
 » bien la conduite de la France fut différente de
 » la vôtre! (Ne faut-il pas que la vérité se dé-
 » voile à toutes les Nations)? La France accéda
 » la première au Code maritime que la Cour de
 » Pétersbourg venait de proposer; elle admit
 » les Puissances neutres au partage d'une égalité
 » dont elles n'avoient jamais joui; & ce Code de
 » la liberté des mers, c'est vous seuls qui avez
 » refusé de le connoître. La France a accordé
 » des avantages réciproques à l'Amérique indé-
 » pendante; elle a défendu les possessions éloi-
 » gnées des Provinces-Unies; elle vous a associés,
 » de sa propre volonté, aux profits de son com-
 » merce, par des conventions libres & postérieu-
 » res au traité de paix que vous avez promis

» d'observer avec elle. Ce don, (car vous savez
» que c'en est un), si on le croyoit trop géné-
» reux de sa part, ne seroit point continué ;
» mais ce n'est point par la guerre qu'il devoit
» s'anéantir. Pourquoi mettroit-on la force où
» l'équité suffiroit? Pourquoi trancher par le fer
» le lien qu'on pourroit dénouer? Si la guerre
» étoit nécessaire pour en prévenir les effets, si ces
» effets annonçoient des dangers réels, la guerre,
» il est vrai, seroit alors inévitable. Mais, qu'a
» de commun une convention de commerce avec
» une paix générale, précédemment consentie?
» L'essai d'une indulgence, deviendrait-il un
» malheur irréparable? La paix étoit jurée, les
» possessions réciproquement déterminées, les
» désarmemens effectués; on imagine, après coup,
» des avantages maritimes qui doivent être pro-
» portionnels & mutuellement balancés; si l'un des
» deux contractans s'apperçoit qu'ils lui sont nui-
» bles, il infirmera ce contrat postérieur: annullera-
» t-il ceux qui ont précédé & qui sont d'un genre
» tout différent? Les traités de paix précédens
» n'ont-ils pas toujours été valides, quoiqu'au-
» cune union commerciale ne les ait suivis? Le
» dernier traité de paix redeviendrait ce que
» les autres n'ont jamais cessé d'être. Il n'y a,
» enfin, aucune analogie, aucun rapport même
» indirect entre un traité de paix définitif &

» une convention de commerce , volontaire &
» d'une date postérieure. Obligeriez - vous la
» France de vous livrer ses Magasins de Rouen
» & de Bordeaux, ceux de sa Capitale même,
» pour devenir les entrepôts des effets de votre
» commerce? à prendre ses ouvriers chez vous
» quand les siens vous seroient inutiles? & lui
» feriez-vous la guerre parce qu'elle ne voudroit
» pas qu'une partie utile de son Peuple fût
» privée des fruits de son travail? Mais vous
» ne voulez point la guerre ; votre situation &
» vos intérêts vous sont trop bien connus. Vos
» démonstrations les plus résolues, n'ont eu pour
» objet que de favoriser la révolution de la Hol-
» lande, en vous efforçant de causer à la France
» des craintes que vous ne lui avez point com-
» muniées. La France ne vous déclara point
» la guerre , quand votre acte de navigation, sous
» le Protectorat de Cromwel, interdit dans vos
» Ports l'entrée de toutes les marchandises qui
» n'y seroient point importées par des vaisseaux
» de votre Nation , quand vous exigeâtes de tous
» les Commerçans du monde les bienfaits que
» vous leur refusiez? Et de quel droit inconnu
» entreprendriez-vous de la gêner dans l'usage du
» régime intérieur de ses prohibitions? Aucun
» motif ne pourroit enlever à la France, si elle
» le jugeoit convenable, le pouvoir de se rétablir,

» à votre égard , dans la même situation que vous
 » avez consentie au moment de la signature de
 » votre dernier traité de paix.

» Quand ce traité fut conclu , la France étoit
 » puissamment armée ; foibles alors dans les
 » mers de l'Europe , vous étiez dans l'impuissance
 » de vous opposer , devant Cadix , à la sortie &
 » la destination de ses Escadres ; & cependant elle
 » consentit , pour l'amour de la paix , des condi-
 » tions plus avantageuses pour vous qu'un pre-
 » mier examen ne paroïssoit l'annoncer. C'est ,
 » par exemple , par une condescendance où ses
 » vues supérieures ne s'arrêtèrent point , & avec
 » des compensations qui furent jugées équitables ,
 » qu'elle vous rendit la Dominique , interposée
 » entre ses Isles du vent & celles sous le vent ;
 » & qu'elle considéra la reprise de possession de
 » Sainte-Lucie , comme un dédommagement suf-
 » fisant. A peine avez-vous joui de ces conces-
 » sions amicales , & de la libéralité de ses dons ,
 » que le premier acte de votre reconnoissance a
 » été une insulte nationale.

» On entre à main armée sur les terres de l'Allié
 » de la France , au moment même où la média-
 » tion de cette Puissance venoit d'être deman-
 » dée & accordée ; on décide par la contrainte
 » & la force des discussions qui avoient été sou-
 » mises au tribunal de son équité , & l'on voue

» au glaive étranger des citoyens qu'elle s'étoit
 » chargée de défendre. En vain direz-vous que
 » vos soldats ne se sont point montrés aux por-
 » tes d'Utrecht & d'Amsterdam : mais l'accord
 » public de votre Cour & de celle de Berlin ,
 » n'est ignoré de personne ; & lorsque les Pruf-
 » siens soumettoient les Hollandais , vous armiez
 » dans vos Ports , vous doubliez votre infante-
 » rie , vous achetiez dans les Cours de l'Alle-
 » magne les secours des Hessois , & des troupes
 » d'Anspach & de Brunswich. Vous direz en-
 » core que vous défériez à la majorité des voix
 » des Provinces-Unies : mais ne fait-on pas que
 » la Province de Hollande , quoiqu'elle ne soit ,
 » par sa voix, qu'une septième portion de la Répu-
 » blique , est souveraine par sa constitution Oli-
 » garchique ; qu'elle supporte seule les trois
 » quarts des dépenses de la paix & de la guerre ;
 » que c'est dans Amsterdam que se trouve le
 » principal dépôt des richesses des six autres
 » Provinces ; que les possessions de l'Inde sont
 » sous son autorité ; qu'Amsterdam , enfin , est
 » presque toute la Hollande , comme Londres
 » est toute l'Angleterre ?

» Voilà des vérités dont toutes les Nations
 » connoissent l'évidence , des vérités que votre
 » Peuple , qu'égara trop souvent la haine natio-
 » nale ; que votre peuple , jaloux , mais fier &
 » sincère ,

» sincère , & dont on ne craint point d'invo-
 » quer la justice , ne sauroit méconnoître quand
 » on l'interroge sous la foi de son caractère ,
 » dans les enceintes de sa liberté , & que son
 » Gouvernement ne se charge pas de répondre
 » pour lui.

» Mais votre conviction a précédé l'examen
 » que la persuasion nous a dicté , & vous avez
 » déjà PRONONCÉ DES PAROLES DE PAIX.
 » Puissent-elles s'offrir long-tems à votre sou-
 » venir ! puisse votre Gouvernement se persuader
 » enfin , que c'est à la seule modération de la
 » France , à son desir de conserver la paix dans
 » le continent , à sa crainte délicate d'alarmer , par
 » des démonstrations de toute sa force , le repos
 » des grands Etats , que vous devez la conser-
 » vation & les progrès de votre immense com-
 » merce , & d'une prépondérance à laquelle il
 » est tems que vous imposiez vous-mêmes de
 » justes bornes. Si la France & l'Espagne , lors-
 » que le continent étoit pacifié , avoient con-
 » sulté tout ce que le ressentiment peut entre-
 » prendre , l'Angleterre ne seroit déjà plus au
 » nombre des Puissances. Sans desseins d'hostilités
 » préparées, sans projets offensifs, la France auroit
 » pu vous déclarer une sorte de guerre éternelle ,
 » bien peu différente de ces inquiétudes continuel-
 » les , de ces trêves de quelques années , que la

» lassitude produit ; de ces trêves que , sur-tout
 » depuis le Traité d'Utrecht , vous n'avez jamais
 » consenties sans vous réserver quelque utilité
 » présente , & sans vous ménager des prétextes
 » pour les rompre. La France auroit pu vous
 » fermer ses Ports ; elle n'a aucun besoin des
 » productions de vos terres ; elle n'achete de
 » vous que des superfluités , & vous ne mettez
 » à contribution que ses caprices , quand elle
 » peut vous assujettir par vos besoins. Bremen ,
 » Anvers la ville de son Allié , autrefois
 » si opulente , & dont le commerce de la
 » France rétablirait la splendeur , d'autres villes
 » Impériales , deviendroient les Entrepôts de
 » ses fruits & de ses vins , & vous seriez forcés
 » de payer les frais d'un colportage étranger.
 » La France n'a aucun besoin de votre indus-
 » trie , puisqu'elle vous est très-supérieure par
 » l'esprit d'invention de ses ouvriers , & que leurs
 » travaux plus multipliés peuvent égaler la conf-
 » tance des vôtres. Vous n'ignorez pas qu'au
 » moment actuel , ses Ports & ceux de l'Espagne
 » renferment plus de Vaisseaux que vous n'en
 » pouvez armer ; que deux cents mille Soldats des
 » deux Nations unies , peuvent être transportés
 » sur vos Terres ; qu'un numéraire immense ne
 » s'engloutit pas au fond des eaux , mais que votre
 » crédit peut être anéanti par un seul grand re-

» vers inattendu ; & que trente-deux millions de
 » Sujets fideles & courageux, donnent plus de
 » Matelots, par un empressement volontaire, que
 » l'inhumanité de la presse n'en peut obtenir de
 » neuf millions d'Habitans, qui ne sont défendus
 » que par une valeur ; qu'une valeur pareille &
 » l'avantage excessif du nombre , doivent vaincre
 » sans efforts ».

Peut-être trouve-t-on encore des Anglais livrés à cette ancienne prévention nationale , qui eut autrefois un empire si bizarre & si étendu , & qu'une estime réciproque auroit , au moins , dû affoiblir. Ils diront que des circonstances , dont , au moment actuel , on exagère les conséquences , leur donnent quelques avantages dans la comparaison des forces dont ils croient disposer sans obstacles. Si leurs appréciations étoient vraies , la guerre seule nous remettrait mutuellement à nos places. Les Nations doivent s'épargner des sacrifices qu'elles ne croiroient accorder qu'à leur amour pour la paix , & qui seroient un jour , contr'elles , de nouveaux moyens de destruction. Et s'il est nécessaire que des raisons soient appuyées par des exemples , c'est de l'Angleterre même que nous voulons les emprunter. Tel fut sous les yeux des représentans d'un peuple libre , & dans le sanctuaire même de sa liberté ,

le sentiment énergique que *M. Pitt* lui inspira sans peine , lorsque des revers inattendus , au commencement de la guerre de — 56 , le dispo-
soient trop promptement à la paix. » Anglois ,
» leur disoit-il , vous éprouvez des pertes : hé
» bien , doublez le nombre de vos victoires ; que
» vos malheurs vous raniment ; ils vous impo-
» sent plus d'obligations , & permettent à votre
» courage de plus glorieux dédommagemens. Il
» est un tems pour la générosité ; mais ne déposez
» vos armes qu'au sein de la victoire , & qu'elles
» soient , auparavant , l'instrument qui vous l'as-
» sure ». Toujours semblable à lui-même , *M. Pitt Lord Chatam* , pendant la dernière guerre de l'Amérique , appuyé fièrement sur sa tombe , qui s'entr'ouvroit , au milieu de ses concitoyens , leur disoit de nouveau : « Ne redoutez pas le
» nombre de vos ennemis ; croyez-vous qu'en
» leur montrant des craintes , vous leur inspi-
» rerez le desir de vous plaindre & de les par-
» tager ». Ce fut en prononçant ces mots qu'il exhala les derniers soupirs de son patriotisme & de sa vie. Sous les yeux du Divan ou des Satrapes de Perse , son courage n'auroit paru que l'excès d'un délire outré.

Le souffle divin qui produit les grands Hommes , est répandu presque également sur toute la terre ; la nature des Gouvernemens l'étouffe ou le

développe. Dans l'enceinte des murs de Constantinople , il seroit toujours inutile ou ignoré ; & même , sous les Gouvernemens modérés , combien de gênes & d'obstacles affoiblissent ces sortes d'épanchemens heureux , qui inspireroient de valeureuses résolutions ! Les Sujets s'y trouvent dans un trop grand éloignement de leur Maître ; un ordre méthodique leur a prescrit les règles qu'ils doivent suivre pour rapprocher les espaces ; & dans le tems qu'ils les parcourent , leur flamme se rallentit : ils auroient été les défenseurs des droits de leur nation , ces hommes que l'on réduit au besoin d'être protégés

Les idées naissent des idées , & si nous différons d'en interrompre le cours , nous mettrions ici , sous vos yeux , les plans que l'expérience , le souvenir des anciens succès de la France , & l'examen de quelques - unes de ses méprises , doivent suggérer , dans les circonstances actuelles , pour désigner le nouvel emploi le plus sage de ses escadres & de ses armées. Nous interrogerions les divers Conseils de guerre des Souverains , pour apprécier leurs institutions militaires , & comparer la force morale des armées destinées à se secourir ou à se combattre ; & sortant des limites des six grands Etats qui donnent le mouvement à tous les autres , nous verrions jusqu'à quel point les Puissances du se-

cond rang peuvent contribuer , par de nouvelles vues politiques , au maintien d'une paix générale , & aux loix indispensables d'un nouvel équilibre maritime.

Si vous daignez , M... , accorder quelques témoignages d'approbation , à des intentions de zèle , à la passion d'un Français qui aime la vérité , sa Patrie & son Roi , les grands objets , que je vous annonce , s'offriront successivement à ma plume impatiente d'obéir au desir curieux de votre confiance & de votre amitié.

Je suis , &c.



Ray